LA COLÈRE DES VIGNERONS (p.2)

lutte ouvrière

Hebdomadaire — Paraît le samedi — N° 362 - 9 août 1975 — Prix : 2 F

ESPAGNE : contestation parmi les officiers p.5

vacances :

un moment de liberté... limitée

(dossier pages 7 à 11)

L'ANGOLA DÉCHIRÉE PAR LA GUERRE CIVILE p. 5

sommaire

DANS LE MONDE

Page 4 :
— **New York au bord de la ruine.**
— **Palerme : le racket de l'eau.**
— **Egypte : les staliniens passent dans l'opposition.**
Page 5 :
— **Portugal.**
— **Espagne : la fin d'un règne.**
— **L'Angola déchiré par la guerre civile.**
Page 6 :
— **Coup d'Etat aux Comores : un changement qui n'en est pas un.**
— **Stirn en Guyane.**

EN FRANCE

Page 12 :
— **La reprise du travail aux Tanneries d'Annonay.**
— **Grève chez Reinier.**
Page 16 :
— **Licenciement d'un délégué chez Babcock.**
— **Fermeture d'un service au CHR de Lille.**

DOSSIER

Pages 7 à 11 :
— **Les vacances.**

DIVERS

Page 13 :
Films : L'aigle avait deux têtes, **de Lutz Becker.**
Page 14 :
— **Des lectures pour les vacances.**
Page 15 :
— **Livres : Trotsky :** La révolution espagnole.
— **Sélection télévision.**
Page 16 :
— **Lutte Ouvrière sur la route des vacances.**

lutte ouvrière

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
L.I.T.O. - Département Offset-Presse
4 ter, rue du Bouloi, Paris
Imprimé par Graphie-Presse - Epinay
Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

ABONNEMENT D'UN AN
FRANCE : 50 F
ETRANGER : 80 F

LES VIGNERONS EN COLÈRE

LES viticulteurs ont tenu parole : ils ont manifesté massivement et sous de multiples formes à l'occasion des départs en vacances.

Les barrages routiers, les ralentissements de circulation, les panneaux de signalisation enlevés et barbouillés ont certes incommodé bien des vacanciers, parmi lesquels bien des familles ouvrières. Encore que les embouteillages monstres de ces départs en vacances étaient dus biens plus à l'incapacité des pouvoirs publics d'organiser les départs qu'à l'action des viticulteurs.

Mais des milliers de travailleurs des villes ont pu, précisément pour cette raison, se rendre compte de la profondeur du mécontentement des vignerons du Midi. Mécontentement justifié. Au fond, les travailleurs de la terre, les vignerons comme tous les autres paysans, sont victimes du même mal social fondamental que les travailleurs des villes : l'incapacité de cette société d'assurer à ceux qui travaillent et peinent de quoi vivre correctement.

Indépendamment du caractère des revendications, indépendamment de ceux qui canalisent le mécontentement des vignerons au service d'idées réactionnaires, les travailleurs doivent être solidaires des combats d'une catégorie sociale qui est exploitée, opprimée par les mêmes que ceux qui les exploitent et les oppriment.

Car il n'est pas juste et normal que, pour le même travail, le petit vigneron touche d'année en année moins de revenus. Il n'est pas juste et normal qu'une bonne vendange, telle que celle qui s'annonce pour cette année, apparaisse comme une catastrophe, car elle se traduira par une mévente.

Les petits viticulteurs ne sont pas seulement victimes d'un marché aveugle. Ils sont victimes des gros négociants qui écrèment le produit de leur travail et qui, lorsque cela les arrange, font leur achat là où ils peuvent trouver des viticulteurs encore plus exploitables, prêts à vendre leur production encore moins cher.

Bien sûr la colère des petits viticulteurs est plus tournée vers ceux qui, viticulteurs italiens par exemple, vivent aussi mal qu'eux, au lieu de se dresser contre les gros, ces sociétés de négoce, tel Nicolas ou autres Vins de France, derrière lesquelles se dissimulent des grandes banques comme la banque Rothschild, la Banque de Paris et des Pays-Bas ou encore la Banque d'Indochine. Bien sûr encore, même si les revendications avancées par ceux qui se battent dans l'Aude ou l'Hérault étaient satisfaites, cela profiterait surtout aux plus gros vignerons, aux capitalistes du secteur.

Mais c'est précisément pour cette raison que le mouvement ouvrier doit montrer sans équivoque qu'il est solidaire des travailleurs de la terre. C'est seulement en montrant sa solidarité et en proposant un programme revendicatif conforme aux intérêts des petits paysans et des travailleurs, liant le combat de ces deux classes exploitées contre le Capital, que les ouvriers arracheront les petits paysans à l'influence des capitalistes de l'agriculture et des démagogues réactionnaires.

Arlette LAGUILLER.

Poniatowski livre un militant de l'E.T.A. à la police espagnole

Le gouvernement français a accepté de livrer à la police espagnole un militant basque de l'ETA qui s'était réfugié dans le poste de douane français de Béhobie. Pendant sept heures les douaniers avaient refusé d'obtempérer aux demandes des policiers espagnols qui entouraient le poste de douane.

Mais comme celui-ci est placé en territoire espagnol, de quelques mètres, pour des questions de commodité, Poniatowski a finalement donné ordre aux douaniers français de se retirer... en abandonnant l'homme qui s'était réfugié auprès d'eux. Du point de vue juridique on ne pouvait pas faire autrement, paraît-il. Voilà notre gouvernement bien à cheval sur le respect de la lettre, face à un gouvernement espagnol qui ne se gêne pourtant pas pour envoyer ses flics ou même des gangsters au service de la police espagnole de ce côté de la frontière pour tenter de kidnapper des réfugiés ou perpétrer des attentats.

Poniatowski reste fair play... sur la peau des militants antifranquistes.

Et le pire c'est que notre ministre de l'Intérieur pourra continuer à parler sans rire de « la France terre d'asile ».

EMPLOI : comment l'imagination vient au ministre de l'Industrie

« Nous avons sauvé 110.000 emplois en un an » vient de proclamer le ministère de l'Industrie et de la Recherche. Ce serait là le résultat des efforts de ses services pour répondre aux demandes venant de 490 entreprises en difficulté. L'ensemble de ces demandes concernait 210.000 emplois. Il faut donc croire que... 100.000 ont été perdus.

Dans la liste des entreprises prétendument remises en selle grâce à l'aide de l'Etat, on nous cite Everwear, Manuest, Big Chief ou encore Titan-Coder. En gros, toutes les entreprises dont les travailleurs ont mené une lutte longue, avec occupation souvent de plusieurs mois, et quelquefois même remis en marche partiellement la fabrication et vendu les produits pour leur propre compte.

Les services du ministère de l'Industrie ont beaucoup plus d'imagination pour trouver une solution quand les travailleurs montrent par leur lutte qu'ils n'acceptent pas d'être jetés à la rue et sont prêts à remettre en cause la propriété capitaliste. Une petite leçon donnée par les services du comte d'Ornano, actuel ministre de l'Industrie, une leçon involontaire mais à retenir.

Courrier...

A PROPOS DES « VITICULTEURS EN COLERE »

Vous devriez faire une analyse plus marxiste de ce poujadisme, analyse partant du salaire moyen national, plus exactement de ce qui devrait revenir à chacun dans une société communiste.

Alors vous verriez que ces messieurs veulent continuer à exploiter ceux qui triment comme OS tout en les empoisonnant.

Salut syndicaliste.
M.K. - Clamart.

Ce ne sont certainement pas les petits viticulteurs qui exploitent, ni directement ni indirectement, les OS. Même si les revenus des petits viticulteurs sont supérieurs aux salaires des OS, la différence est insignifiante par rapport à l'énorme écart qui les sépare, les uns et les autres, des profits des capitalistes qui, eux, vivent du travail des autres. Alors, la pire des choses serait que le Capital, leur ennemi commun, parvienne à dresser les uns contre les autres ouvriers et petits paysans.

La colère des petits paysans, détournée par le Capital contre les travailleurs, oui, cela serait le poujadisme.

Mais contribuer à entretenir l'incompréhension des travailleurs à l'égard des revendications des paysans, voire à attiser leur hostilité, n'est certes pas la meilleure manière d'éviter le poujadisme...

RACISME

A Clermont-Ferrand

Le 28 juillet au soir à Clermont-Ferrand, au café « le Coq Argenté », un travailleur algérien entre et demande une consommation : refus de la serveuse. Ce travailleur insiste ainsi que d'autres personnes qui l'accompagnent, dont un Français. La serveuse accepte de servir le Français mais pas les Algériens.

Devant l'insistance de plusieurs consommateurs indignés, elle finit par céder.

Tout le monde commente l'incident et exprime son indignation, quand surgit le patron, hors de lui, qui profère des cris et des propos racistes : « Non, monsieur, je ne sers pas les Algériens. » *Il va même jusqu'à gifler un consommateur qui lui fait des remarques, sort de derrière son comptoir avec une cravache et menace tout le monde en hurlant :* « Allez, ouste, dégagez ! »

Devant le bar, de nombreux Algériens se sont regroupés, les gens promettent de faire la publicité qu'il mérite à cet individu. Plusieurs personnes, d'ailleurs, ont décidé d'aller porter plainte contre cet excité raciste.

A Obernai

Encore une fois, une bande de voyous racistes a frappé. Cette fois, c'est à Obernai, dans le Bas-Rhin, qu'une bande d'une vingtaine d'hommes, armés de gourdins et de carabines, s'est attaquée, dans un café, à un groupe de neuf consommateurs, tous algériens.

C'est sous prétexte d'un incident survenu la semaine précédente dans un bal, et dans lequel des Algériens étaient impliqués, que les voyous ont effectué cette « expédition punitive » et tiré sur des Algériens, dont aucun, d'ailleurs, n'était présent au bal en question. Mais peu importe en réalité. Car ce genre de bande raciste n'a pas besoin de prétexte pour se manifester et pour s'en prendre à ses ennemis privilégiés: les travailleurs émigrés et plus particulièrement les travailleurs arabes.

Alors que l'un des Algériens agressés reste à l'hôpital dans un état grave, six des membres de la bande ont été arrêtés et écroués. Quant à l'organisateur de l'expédition il a disparu — ce qui ne l'a pas empêché, trois jours après, de renverser encore un Algérien avec sa voiture et d'être reconnu. Verra-t-on, encore une fois, des voyous racistes bénéficier de la clémence, ou au moins des « oublis » de la justice et de la police ?

A.F.

Courrier... Courrier...

A propos du dossier « prostitution » paru dans notre numéro 357, nous avons reçu de Pauline G., ancienne prostituée, une longue lettre, dont nous extrayons les passages suivants :

« Qu'est-ce que l'Eros-Center ? C'est un hôtel ou un bâtiment dans lequel une prostituée peut louer une chambre qu'elle paye à la journée. Elle y travaille le temps qu'elle veut, aux heures où elle le désire. Elle peut s'absenter autant de jours qu'elle le veut, du moment qu'elle règle sa chambre. On ne lui pose aucune question.

Elle peut également abandonner sa chambre sans formalité quand elle le veut.

Travail ou pas travail, elle doit aller dans un endroit indiqué pour y passer une visite médicale gratuite. Si elle part en vacances, elle prévient le centre médical de son absence. La visite est une fois par semaine.

Dans ce système, il n'y a aucune place pour les proxénètes policiers. Celui-ci ne peut espérer aucune combine où il prend de l'argent...

... On dit que beaucoup de filles se font 1.000 F, 1.500 F ou même 2.000 F. Si, en comptant largement, on envisage que la fille prend pour elle deux fois le prix de la chambre, on peut réaliser ce que touche un bon proxénète hôtelier par jour et par fille. Cela dépasse de beaucoup ce que vous envisagiez dans l'article « proxénètes et policiers »...

... Au même moment Lecanuet renforce la loi contre les loueurs de studios et la police qui veille à son négoce distribue des PV aux travailleuses indépendantes. Il ne reste aux prostituées qu'à se réfugier dans les hôtels de passe. Et le cycle infernal recommence...

... En réalité chaque hôtel de passe devrait appartenir de droit aux prostituées, murs et fonds. Au bout d'un an, elles l'ont archi-payé... »

P.G. - La Courneuve.

L'Eros-Center, qui n'est en fait qu'un hôtel de passe moderne et légal, enlève aux policiers une partie des moyens de chantage qu'ils ont là où cette légalisation n'existe pas. Mais les exemples des pays où se sont créés ces Eros-Center prouvent que les prostituées continuent à subir la loi des souteneurs de toutes sortes y compris policiers. Il ne convient donc nullement d'idéaliser ce système comme le fait actuellement une certaine propagande qui ne vise à rien d'autre justement qu'à permettre au proxénétisme de s'exercer avec moins de risques.

Il serait vain d'ailleurs de chercher une solution qui permettrait aux prostituées d'exercer dans la liberté... une activité qui en soi est un véritable esclavage.

La vie d'un stalinien

(Photo FOTOLIB)

APRES Jacques Duclos il y a quelques mois, c'est, avec Benoît Frachon, un autre dirigeant historique du PCF qui disparaît. Car, comme celle de Jacques Duclos, la vie de Benoît Frachon se confond avec l'histoire du PCF et en particulier avec l'histoire du stalinisme en France. C'est essentiellement dans les appareils syndicaux que Benoît Frachon a joué un rôle dirigeant. Mais c'est le stalinisme qui a conduit le jeune ouvrier métallurgiste de la Loire qu'était Benoît Frachon à être, à la tête de cette confédération, un des artisans des pires compromissions de l'appareil syndical avec la bourgeoisie et avec l'Etat.

D'abord militant de la CGT anarcho - syndicaliste d'avant la Première Guerre mondiale, Frachon adhère au Parti Socialiste en 1919, soutient en 1921 l'adhésion de son parti à la IIIe Internationale. Il est arrêté en 1924 pour son rôle dans la longue grève des métallos de Saint-Etienne. Mais c'est à partir de 1926 qu'il « monte » dans l'appareil du parti, aux côtés de Thorez et de Duclos. C'est, avec ces derniers, un des artisans de la « bolchevisation » du PCF, c'est-à-dire en fait de sa prise en main définitive par la bureaucratie stalinienne. Il devient membre de la direction nationale du PC, et ne la quittera plus.

Mais c'est surtout en tant que dirigeant de la CGT qu'il apparaît. En 1936, c'est un des représentants de la confédération à la négociation des accords Matignon, c'est-à-dire un des responsables du bradage de la grève générale. Durant la guerre il est, avec Jacques Duclos, le principal dirigeant du PCF en France, alors que Maurice Thorez est réfugié à Moscou. En 1945, il retrouve son rôle à la tête de la CGT, une CGT qui enjoint alors aux travailleurs de « retrousser les manches » pour relever l'économie française. En 1968 encore, il sera à côté de Georges Séguy pour signer le protocole d'accord de Grenelle, préparant, là aussi, le bradage de la grève générale.

Benoît Frachon, un militant syndicaliste exemplaire, comme le dit **l'Humanité** ? Dans un certain sens, oui : un représentant exemplaire du syndicalisme réformiste, dans sa version stalinienne. Un des hommes qui, tout en se réclamant du communisme, se sont employés à faire de la CGT une grande organisation de collaboration de classes avec le patronat et se sont servis pour cela des méthodes du stalinisme contre tous ceux qui contestaient ce rôle : les minorités anarcho-syndicalistes ou trotskystes de la CGT. Un des hommes qui, à la tête de la CGT, ont contribué pendant près d'un demi-siècle à contrôler les luttes de la classe ouvrière française pour empêcher qu'elles ne mettent en danger le patronat et l'Etat. Un stalinien, à qui la bourgeoisie française doit une fière chandelle.

André FRYS

Métro, boulot, dodo...

Y'EN A PLUS QUE MARRE !

HUIT heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de sommeil... Cette revendication inscrite depuis bien longtemps en tête des revendications ouvrières, n'est pas près d'être satisfaite : aujourd'hui, selon une enquête de la revue Economie et statistique **de juillet-août 1975, les ouvriers et employés français passent hors de chez eux 11 heures et 4 minutes par jour en moyenne, dont 8 h 25 de travail effectif et 51 minutes de transport (le reste étant essentiellement consacré à la pause du repas pris sur le lieu de travail). Et les heures passées dans les trains, métros ou bus, matin et soir, ne sont pas parmi les moins épuisantes, physiquement et nerveusement, de la journée.**

Mais cela n'est pas tout. Ces chiffres, établis lors d'une enquête de 1974, indiquent une dégradation de la situation.

Depuis 1959, certes, les horaires effectifs de travail ont diminué de 2 h 15 mn environ par semaine, passant à 43 heures. Mais les temps de trajet, eux, se sont allongés : 51 mn en moyenne par jour en 1974 au lieu de 43 mn en 1959, soit près d'une heure de plus par semaine, ce qui rogne du tiers la diminution du temps de travail effectif. Et dans la région parisienne, où les temps de transport sont les plus longs, la situation est pire encore.

Vraiment, dans cette société d'exploitation et d'injustice, c'est toujours à reculons qu'on avance. Et la seule façon sérieuse que connaissent les patrons de réduire le temps de travail c'est de mettre les ouvriers au chômage total ou partiel.

M.V.

A Avignon aussi, les financiers font la loi

A Avignon, la colère est grande, parmi la population de cette ville renommée pour son site.

En effet, à proximité du Palais des papes, se dresse maintenant une tour, un hôtel ultra-moderne, qui a de quoi surprendre les plus indifférents. Qui est responsable de ce gâchis ? Qui a permis la construction d'un tel bâtiment dans ce quartier, pour permettre à un hôtelier de mettre sa clientèle à deux pas du palais ? Personne. Le responsable de la sauvegarde (sic) du site, Max Bourgoing, n'a pas donné son accord, le maire et les élus locaux n'ont pas donné d'avis favorable. Ce seraient les pouvoirs publics qui auraient donné leur accord, la commission supérieure des monuments historiques ayant accordé une dérogation.

La protestation des Avignonais, hostiles depuis le début à ce projet, est vive. C'est ce qu'a révélé l'émission télévisée *la France défigurée*.

Un Avignonais a déclaré que, tout en n'étant qu'un simple prolétaire, il estimait que le paysage appartient aussi à ceux qui ne possèdent rien et qu'ils ont le droit d'avoir du plaisir à le regarder.

Un autre a mis les responsables locaux sur la sellette : *« Pour moi, le responsable c'est le chef. Si on fait quelque chose dans le dos du maire, il n'a qu'à le dire publiquement. Qu'est-ce que c'est que ces responsables qui n'en sont pas ? »*

En attendant, contre l'avis des habitants d'Avignon qui sont les premiers concernés et, semble-t-il, une partie de leurs représentants, une tour-hôtel a bel et bien été construite en plein quartier classé historique.

Mais dans cette « démocratie » que valent l'avis et l'intérêt de toute une population, pour les pouvoirs publics, les requins de la construction, du tourisme et leurs pots-de-vin ? Zéro !

PALERME: LE RACKET DE L'EAU

DES «seigneurs de l'eau» qui vendent celle-ci à des prix prohibitifs, rationnent la population et organisent, le revolver à la main, un véritable racket de l'eau : voilà une situation digne du Moyen Age. C'est pourtant la réalité d'aujourd'hui à Palerme, en Sicile. La Mafia, qui contrôle à Palerme les principaux marchés, en particulier celui des fruits et légumes, et l'immobilier, contrôle aussi depuis longtemps les approvisionnements en eau de la ville, en contrôlant les puits. Et dans la période de sécheresse actuelle, elle tire le maximum de profit de la situation. L'eau ne coule plus nulle part au robinet. Il faut faire la queue aux fontaines publiques, ou bien se résigner à acheter l'eau à prix d'or aux spéculateurs liés à la Mafia.

C'est l'administration qui, par pots-de-vin et autres combines, a permis à la Mafia de s'assurer ce confortable racket. C'est l'administration qui, en refusant de moderniser les installations d'adduction d'eau et d'effectuer les travaux indispensables pour l'approvisionnement de la ville, a laissé à la Mafia le terrain libre pour son confortable négoce. Il faut dire que l'administration et la Mafia, ce sont souvent les mêmes hommes... ou en tout cas la même bande.

A.F.

EGYPTE : les staliniens passent dans l'opposition

Le Parti Communiste Egyptien, organisation clandestine, évidemment, dans un pays où seul le parti gouvernemental est autorisé, accuse Sadate de « dévier de la ligne progressiste patriotique définie par le régime nassérien et de renforcer ses liens avec l'impérialisme ».

Le Parti Communiste Egyptien a annoncé sa formation le 1er mai dernier. En effet, en avril 1965, les organisations communistes staliniennes, — c'est-à-dire celles liées à Moscou — avaient décidé de se dissoudre pour se fondre dans l'Union Socialiste Arabe nassérienne.

C'était à l'époque la lune de miel de Nasser et de l'URSS. Il importait peu aux soi-disant communistes égyptiens que le régime nassérien fasse peser une dictature féroce sur le prolétariat égyptien. Son alliance diplomatique avec Moscou en faisait un régime « progressiste » que les staliniens soutenaient inconditionnellement.

Depuis, Nasser est mort et ses successeurs ont pris leurs distances d'avec Moscou pour se rapprocher des USA. Du coup, les communistes ont redécouvert la nécessité d'avoir une organisation séparée, parlent à nouveau des luttes du prolétariat et se présentent comme des oppositionnels.

Des oppositionnels qui seraient prêts sans doute à abandonner et l'opposition et le prolétariat, si le régime Sadate se retournait vers Moscou. Le passé de ces hommes le garantit d'avance. Certes, pour lutter contre l'impérialisme aussi bien que contre la bourgeoisie égyptienne, les ouvriers et les paysans égyptiens ont besoin de se donner un parti communiste... mais un vrai.

SYRIE : cinq membres de l'Organisation Communiste Arabe pendus

CINQ membres de l'Organisation Communiste Arabe ont été pendus samedi 2 août à Damas. Ils étaient accusés d'avoir commis une série d'attentats à l'explosif dans le nord du pays. Un certain nombre d'autres de leurs camarades ont été condamnés à de lourdes peines de prison, à perpétuité ou à quinze ans.

L'Organisation Communiste Arabe est une organisation d'opposition, qui s'est créée en 1974 et qui, sur une base nationaliste, tente de militer sur l'ensemble du Moyen-Orient.

Faut-il rappeler que le Parti Communiste Syrien soutient le gouvernement, un gouvernement qui pend et exécute ceux qui se disent communistes, quand ils ne lui font pas complète allégeance ? Mais cela n'est sans doute pas pour troubler les dirigeants staliniens du PC Syrien. Ils en ont vu d'autres dans leur carrière au service de la bureaucratie russe.

A qui la crise du pétrole a-t-elle profité ?

D'après la revue américaine Fortune, *qui dresse chaque année une liste des plus grosses entreprises mondiales hors des Etats-Unis, l'année 1974 a été particulièrement bonne pour les compagnies pétrolières. Le groupe Royal Dutch - Shell reste le numéro Un mondial d'après le chiffre d'affaires et la Compagnie Française des Pétroles, par exemple, passe du 26e rang en 1973 au 6e rang en 1974.*

L'année 1974, ce fut pourtant l'année de la crise du pétrole. L'Occident nous disait-on, était pris à la gorge par les pays producteurs. L'Occident, étranglé ?

En tout cas, pas les compagnies pétrolières, qui ont prospéré plus que jamais. Voilà un indice supplémentaire qui vient confirmer ce que les rares observateurs de bonne foi ont dit dès le début : la crise pétrolière a d'abord été une bonne affaire pour les grandes compagnies internationales.

Alors, les étrangleurs, c'était qui ? Cherchez donc à qui le crime a profité...

NEW-YORK AU BORD DE LA RUINE !

LA ville de New York est de nouveau au bord de la faillite et l'ensemble des services publics menacent de s'arrêter : les ordures s'accumulent dans les rues. Si la ville ne parvient pas à faire face à ses échéances prochaines, ce sont les salaires de quelque 300.000 employés municipaux qui risquent de ne pas être payés. Tous les services publics seront alors touchés, des pompiers aux services de santé, en passant par les écoles, les services de voirie, les transports urbains, etc.

Il y a quelques semaines déjà, le maire avait tenté de faire des économies en licenciant quelque 3.000 éboueurs, des pompiers et des flics. Mais ni les uns ni les autres ne s'étant laissés faire, il a dû réintégrer une bonne partie des licenciés. De même, les employés municipaux s'opposent à toute réduction de salaire et à toute augmentation de leur temps de travail.

Il n'y a d'ailleurs aucune raison qu'ils acceptent de faire les frais d'un système aberrant.

New York se vide de sa population. Les gens aisés et les riches en particulier fuient la ville, devenue invivable, pour les communes résidentielles de la banlieue, moins polluées et plus agréables. Ils continuent bien sûr à bénéficier des services rendus par la capitale, mais ne lui payent plus d'impôts. Ce sont bien souvent les plus pauvres qui restent. Et bien que les impôts locaux soient très lourds, la municipalité ne parvient pas à rentrer dans ses frais.

Les banques, qui profitent pourtant de l'énorme centre d'affaires que constitue la ville, ne veulent pas débloquer d'argent et l'Etat fédéral, lui, refuse d'épauler financièrement la plus grande ville des Etats-Unis.

Pour l'instant, le maire envisage de nouveaux licenciements, le blocage de certains salaires et la diminution des autres de 10 %, l'augmentation des tarifs du métro et des autobus et la fin de la gratuité de l'Université. Il espère faire accepter aux syndicats ce plan, qui vise encore une fois à pressurer un peu plus les salariés et les usagers pendant que l'Etat américain encaisse des impôts exorbitants et ne veut pas débourser un sou !

Dominique CHABLIS.

Un monde fou, fou, fou

La municipalité de Nottingham en Angleterre n'y va pas par quatre chemins. Pour dissuader les banlieusards d'utiliser leur voiture pour se rendre dans le centre de la ville, elle a décidé d'installer des feux tricolores qui restent au rouge rien moins que dix minutes. Ces feux fonctionneront de 7 h 30 à 9 h 30 le matin et leur densité augmentera en se rapprochant du centre, de telle sorte que l'automobiliste utilisant sa voiture à ces heures-là perdra énormément de temps en attente aux feux tricolores.

Bien sûr, la municipalité complète ces mesures par un avantage donné aux transports en commun, les bus, eux, pourront franchir les feux.

Mais l'un ne compense pas l'autre, loin de là ! Et ce système combiné risque même d'être très dangereux.

On est tenté de crier à la folie. Mais c'est l'organisation de la société qui est folle, et la municipalité de Nottingham est bien à sa mesure.

Communiqué des travailleurs uruguayens de la Santé

Joël Casal, dirigeant de la Fédération uruguayenne de la Santé, s'est enfui le 25 juillet de l'Hôpital central des forces armées où il avait été conduit à la suite des sauvages tortures auxquelles il avait été soumis durant sa détention au Régiment d'Artillerie no 1.

Trois jours après il a demandé asile à l'ambassade du Venezuela où il se trouve encore. (...)

C'est sa vie qui est en jeu aujourd'hui. La solidarité internationale doit se manifester pour empêcher la dictature de le rattraper et pour obtenir du gouvernement venezuelien qu'il lui fournisse un visa et le moyen de sortir immédiatement du pays.

L'ANGOLA DECHIRE par la guerre civile

LA guerre civile fait désormais rage sur la quasi-totalité de l'Angola. A trois mois de la date prévue pour l'accession à l'indépendance de ce pays colonisé depuis des siècles par le Portugal, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) et le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) se disputent, les armes à la main, la direction du futur Etat, direction à laquelle aspire également une troisième organisation, l'Unita.

Pendant que le pays est en train de se disloquer en deux, voire en trois, en fonction des zones d'influence des trois organisations, se poursuivent les manœuvres politiques visant à la sécession du territoire de Cabinda, minuscule mais riche en pétrole.

La domination coloniale portugaise, établie et maintenue par le sang, s'achève dans le sang. Après le Zaïre, l'ex-Congo belge voisin, un autre pays d'Afrique sombre aujourd'hui dans une situation dramatique, où l'ont conduit non seulement la puissance colonisatrice, mais également les manœuvres des groupes et puissances impérialistes qui ont la haute main sur les richesses du pays.

Des trusts américains, anglais, français, allemands ou sud-africains ont trop d'intérêt dans le pays pour ne pas s'insérer dans les rivalités entre organisations nationalistes. Les Etats-Unis soutiennent, tantôt ouvertement, tantôt par Zaïre interposé, le FNLA de Roberto Holden. Image d'une coopération nullement pacifique, ce dernier est également soutenu par la Chine de Mao. L'Unita de son côté a bénéficié pendant longtemps des faveurs de l'administration coloniale portugaise, à la recherche d'une force politique autochtone susceptible de contrebalancer l'influence du principal mouvement de libéralisation nationale, le MPLA.

L'issue pour l'instant incertaine des combats entre organisations nationalistes n'est certes pas indifférente pour l'impérialisme, en particulier pour l'impérialisme américain. Il a misé essentiellement sur le FNLA considéré comme le plus sûr pour assurer la pérennité des intérêts américains à la tête d'un Etat indépendant.

Le drame, pour les exploités de l'Angola, c'est que, face au FNLA qui accepte ouvertement le rôle de défenseur des intérêts impérialistes dans l'Angola indépendant, il n'existe aucune organisation qui représente de façon conséquente leurs intérêts à eux. Certes, le MPLA est une organisation d'un nationalisme plus radical. Certes, il semble bénéficier d'une audience auprès des couches angolaises défavorisées. Certes, il se réclame volontiers de l'étiquette socialiste et affiche des sympathies pour l'Union Soviétique. Mais si, dans le contexte actuel, cela le différencie des deux autres organisations rivales et le rend suspect aux yeux de l'impérialisme américain, il reste fondamentalement sur le même terrain qu'elles.

Le MPLA ne mène pas la guerre des exploités contre les exploiteurs. Il se place tout comme les autres organisations nationalistes, dans la perspective d'une évolution bourgeoise de l'Angola, même si pour l'instant, il considère que cette perspective passe par le refus d'une soumission totale aux pressions des groupes impérialistes. Il n'est même pas dit d'ailleurs qu'il n'accepte pas, plus rapidement que ses admirateurs ne le pensent, de composer plus ouvertement avec l'impérialisme qu'il ne le fait à l'heure actuelle.

C'est la politique coloniale portugaise et les manœuvres de l'impérialisme qui ont conduit l'Angola vers la situation où le pays est en train de sombrer. Leur responsabilité est écrasante pour le sang versé aujourd'hui, pour la misère aggravée qui s'abat sur le pays, pour l'anarchie, pour les dizaines de milliers de réfugiés qui s'écrasent sur les routes.

Mais c'est l'inexistence d'une organisation révolutionnaire représentant les exploités qui fait que le sang versé risque de l'être pour rien.

G.K.

LE NUMÉRO 30 DE LUTTE DE CLASSE EST PARU

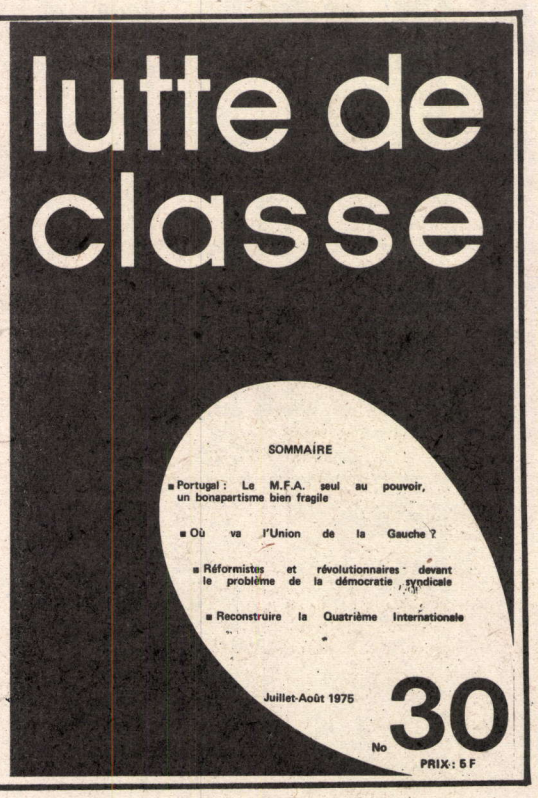
au sommaire :

PAGE 2 :
PORTUGAL : Le MFA seul au pouvoir, un bona partisme bien fragile.

PAGE 8 :
Où va l'Union de la Gauche ?

PAGE 14 :
Réformistes et révolutionnaires devant le problème de la démocratie syndicale.

PAGE 19 :
Reconstruire la Quatrième Internationale.



PORTUGAL : 4 semaines de crise gouvernementale

CELA fait maintenant quatre semaines que la crise politique ouverte par le départ des ministres socialistes n'a pas trouvé de solution gouvernementale.

Au fond, ce qui semble le plus étonnant, c'est moins la difficulté pour le triumvirat militaire de trouver une combinaison gouvernementale susceptible de satisfaire les formations politiques, que ce désir de constituer un gouvernement tenant compte justement des desiderata des partis. Les militaires, bien qu'ils assument le pouvoir (ne l'assument-ils pas depuis le début, avant même que tout le pouvoir soit officiellement attribué au triumvirat Costa Gomez-Gonçalves-de Carvalho ?), semblent toujours vouloir sauvegarder ce qu'ils peuvent sauvegarder des institutions et des pratiques parlementaires. D'où le spectacle de ces généraux, au pouvoir officiellement illimité, engagés dans des manœuvres de couloirs interminables, courant après les « ministrables », comme de vulgaires présidents de conseil pressentis d'une quelconque IVe République — apparemment avec moins d'efficacité encore.

De toute évidence, il ne s'agit pas d'un attachement aux formes parlementaires basées sur l'illusion que celles-ci constituent la meilleure forme de pouvoir pour le Portugal. Ce sont les clivages au sein même l'armée, à commencer par sa tête ; ce sont les désaccords sur l'orientation future du régime militaire qui empruntent le canal de ce qui reste des formes parlementaires. Le dosage politique du futur gouvernement, la participation ou non de tels partis ou personnalités civiles sont bien plus le prétexte que l'enjeu réel des luttes d'influence au sein même de l'armée.

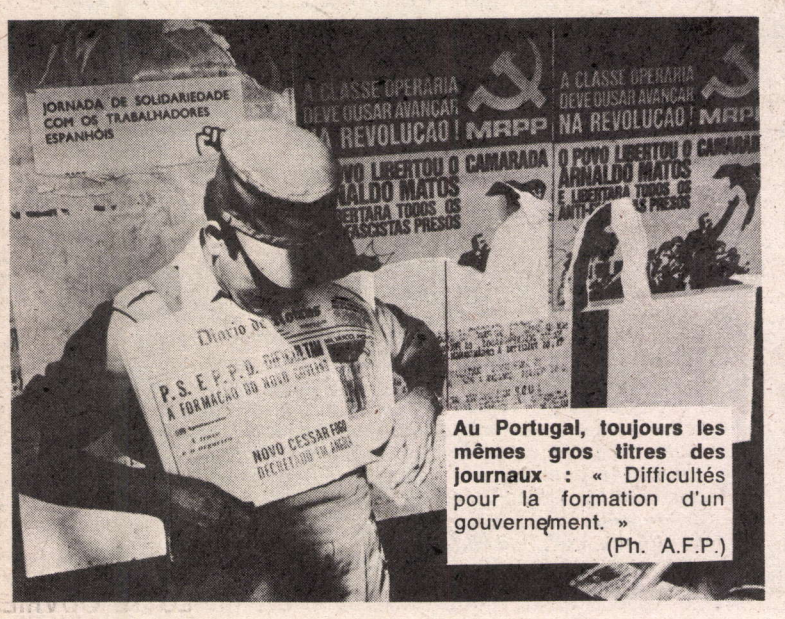
Il est cependant évident que cette situation ne peut pas durer. Le parlementarisme en uniforme comme le parlementarisme en civil, ne peut être qu'un bref moment de transition au Portugal.

La dictature de l'armée doit s'incarner en un homme, en une équipe. Si le transitoire dure, c'est simplement parce qu'aucun homme, aucune équipe ne sont encore en mesure de s'imposer aux autres concurrents au même rôle.

Les nuances qui séparent les différents candidats à la tête de la dictature militaire ne sont pas insignifiantes du point de vue de l'avenir du Portugal. Mais, quelles que soient les renommées (« pro-communiste », « pro-socialiste », quand ce n'est pas « pro-gauchiste ») des généraux qui incarnent ces nuances, l'émergence de l'un d'entre eux signifierait la consolidation de la dictature militaire et, par là même, le début, brutal ou progressif, de la mise à l'écart des organisations qui représentent la classe ouvrière, la fin des quelques acquis qu'a valus aux travailleurs la chute de la dictature de Caetano.

Toute la politique des grandes organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière a conduit à ce que les travailleurs ne soient pas armés, ni politiquement, ni organisationnellement, pour affronter une telle évolution, pourtant prévisible. La classe ouvrière aura-t-elle la force, malgré et peut-être contre les grandes organisations traditionnelles, de se défendre, de défendre ses acquis ?

Là est la question la plus importante pour l'avenir.



Au Portugal, toujours les mêmes gros titres des journaux : « Difficultés pour la formation d'un gouvernement. »
(Ph. A.F.P.)

Espagne : la fin d'un règne

CET été, si le généralissime Francisco Franco, chef de l'Etat espagnol, se porte bien, si sa santé, contrairement à l'année dernière à la même époque, ne permet pas d'envisager une aggravation prévisible, la santé de son régime par contre est celle d'un moribond. Et, n'en déplaise au ministre espagnol de l'Information qui avait déclaré à la mi-juillet : « **Autant que je sache, il ne se passera rien d'important cet été** », il se passe d'ores et déjà des choses en Espagne.

Et pas seulement du côté des courants oppositionnels qui, depuis des années, mènent la lutte contre le régime franquiste.

Une fraction de l'armée, l'un des piliers, jusqu'à présent solide, de l'Etat franquiste, donne des signes de lassitude et de révolte contre ce régime moribond qui n'en finit pas de mourir.

Ils sont maintenant au nombre de neuf, les officiers de l'armée espagnole que Franco a fait arrêter ces derniers temps pour des motifs non avoués officiellement. Mais apparemment, ce qu'on leur reproche, à eux et à plusieurs centaines d'autres militaires de grade subalterne, c'est de s'être organisés, au sein même de l'armée, dans une « Union Militaire Démocrate » qui viserait à une transformation du régime.

Que veulent ces militaires espagnols qui relèvent la tête ? Aspirent-ils à faire de l'Union Militaire Démocrate un MFA espagol, qui s'emparerait de la direction de l'Etat par un putsch militaire ? Sont-ils, comme certains le laissent entendre, des amis politiques du successeur officiel de Franco, Juan Carlos, qui souhaiteraient simplement accélélérer la passation des pouvoirs ?

On l'ignore encore. Mais ce qui est sûr, c'est que maintenant en Espagne la grogne et l'inquiétude d'une partie de l'armée viennent s'ajouter à l'agitation des travailleurs et du peuple basque et au remue-ménage d'une fraction importante du clergé et d'une certaine société libérale. Alors si, même dans l'armée, on voit des officiers gagnés par la contestation, le régime franquiste risque de sombrer dans sa tombe avant même que son Caudillo octogénaire ne soit mort et enterré.

Michelle VERDIER.

L'ex-président des Comores, Ahmed Abdallah. (Ph. A.F.P.)

COUP D'ÉTAT AUX COMORES : un changement qui n'en est pas un

UN mois à peine après la proclamation unilatérale de l'indépendance des Comores, un coup d'Etat vient de renverser le chef de l'Etat fraîchement indépendant, Ahmed Abdallah. Le coup d'Etat s'est effectué sans le moindre mal par quelques dizaines d'individus, sans que personne ait eu l'idée de lever la main pour défendre un homme qui venait ajouter à sa condition du plus riche commerçant des Comores les titres de chef d'Etat, de Premier ministre, de garde des Sceaux, en un mot, de dictateur.

Mais, si peu de gens regrettent celui qui, en tant que commerçant, avait amassé sa fortune en spéculant sur le riz, aliment de base de la population, et, en tant que politicien, avait fait son chemin comme un des plus fidèles serviteurs des colonialistes français, la population n'aura pas non plus de grandes raisons de se réjouir d'un changement qui a de fortes chances de ne pas en être un.

Ceux qui le remplacent, l'ont en effet précédé à la tête du gouvernement d'un pays à l'époque encore colonie française.

Coïncidence étrange : Abdallah a été renversé juste au moment où, après avoir été longtemps l'homme de confiance du gouvernement français, il s'était permis de prendre ses distances par rapport à la France. Il s'agissait d'un différend lié au statut d'une des îles de l'archipel des Comores, l'île de Mayotte, dont les habitants étaient les seuls à voter en majorité contre l'indépendance de l'archipel, moins sans doute par amour du colonialisme français que de crainte justement de subir la dictature d'Abdallah.

Abdallah a toujours refusé de laisser Mayotte sous autorité française, et même d'examiner un statut fédéral. La nouvelle équipe, aussitôt arrivée au pouvoir, a tenu d'une part à proclamer son amitié pour la France et d'autre part à annoncer sa volonté de revoir la question de Mayotte.

Ce changement d'équipe suffira peut-être aux politiciens qui prétendent parler au nom de la population de Mayotte pour qu'ils reconsidèrent leur attitude et acceptent dans ces nouvelles conditions d'intégrer sous une forme ou sous une autre le cadre du nouvel Etat. L'impérialisme français, qui ne tient pas outre mesure à s'embarrasser d'une petite île sans intérêt pour lui, donnera alors probablement sa bénédiction. Tous les participants de ce chassé-croisé seront alors contents, y compris peut-être Abdallah, qui continuera à faire du commerce et, qui sait, peut-être même de la politique, car la nouvelle équipe a déjà manifesté son désir de collaborer avec son parti.

Il n'y a que la population qui n'a aucune raison d'être contente. Pas même celle de Mayotte, car les nouveaux protégés de l'impérialisme français ne lui garantiront pas plus de liberté qu'Abdallah.

Georges KALDY.

Stirn en Guyane

Un plan pour développer la Guyane, ou pour aider les capitalistes du papier ?

AU cours de la tournée qu'il a effectuée dans les DOM situés en Amérique (Martinique, Guadeloupe et Guyane), le ministre des DOM a présenté un plan de développement économique pour la Guyane. Ce n'est pas le premier du genre et celui-ci risque bien de connaître le même échec que les précédents.

Cette fois, il est question de mettre en valeur les très importantes ressources de la forêt guyanaise pour en transformer le bois en pâte à papier. Une « Société Guyanaise de Cellulose » a déjà été formée dans ce but. Mais elle n'a de guyanais que le nom. Car on y trouve plusieurs grosses sociétés dominant en France l'industrie du papier : la Cellulose du Pin, Aussedat-Ray, Arjomari-Prioux. Par ailleurs seront aussi sur les rangs des sociétés américaines : Parsons et Whitemore.

Voilà donc en quoi consiste le plan qualifié pompeusement de « développement de la Guyane ».

Il s'agira tout simplement de la possibilité pour quelques grosses sociétés de tirer le maximum de profit de la forêt guyanaise et cela en utilisant le travail des Guyanais. Ici comme ailleurs, cela ne provoquera pas plus de « développement ». Le résultat le plus tangible sera l'enrichissement de quelques actionnaires du papier. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si c'est maintenant, au moment où il y a une très grosse demande de papier sur le marché mondial, que le gouvernement ouvre à l'exploitation les immenses réserves de bois de la Guyane. Et lorsque l'on parle des 60 à 70 milliards qui seront versés par l'Etat pour « aider l'agriculture et les exploitations forestières », il y a fort à parier qu'une grande partie de cet argent rentrera dans les poches des capitalistes du papier, comme cela se fait déjà aux Antilles pour ceux du sucre.

En dépit de tous les plans annoncés à grand renfort de publicité, le pouvoir colonial ne peut réellement régler les problèmes qui se posent en Guyane. Il ne peut changer le sort des Guyanais.

Et ceux-ci le savent si bien, après avoir depuis des dizaines d'années entendu de telles promesses, qu'ils ne font plus confiance au gouvernement colonialiste pour régler quoi que ce soit. C'est bien pourquoi aussi, depuis quelques années, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer soit l'autonomie soit l'indépendance de la Guyane.

P.G.

Les réfugiés vietnamiens en Guyane : le colonialisme français veut-il leur offrir du service ?

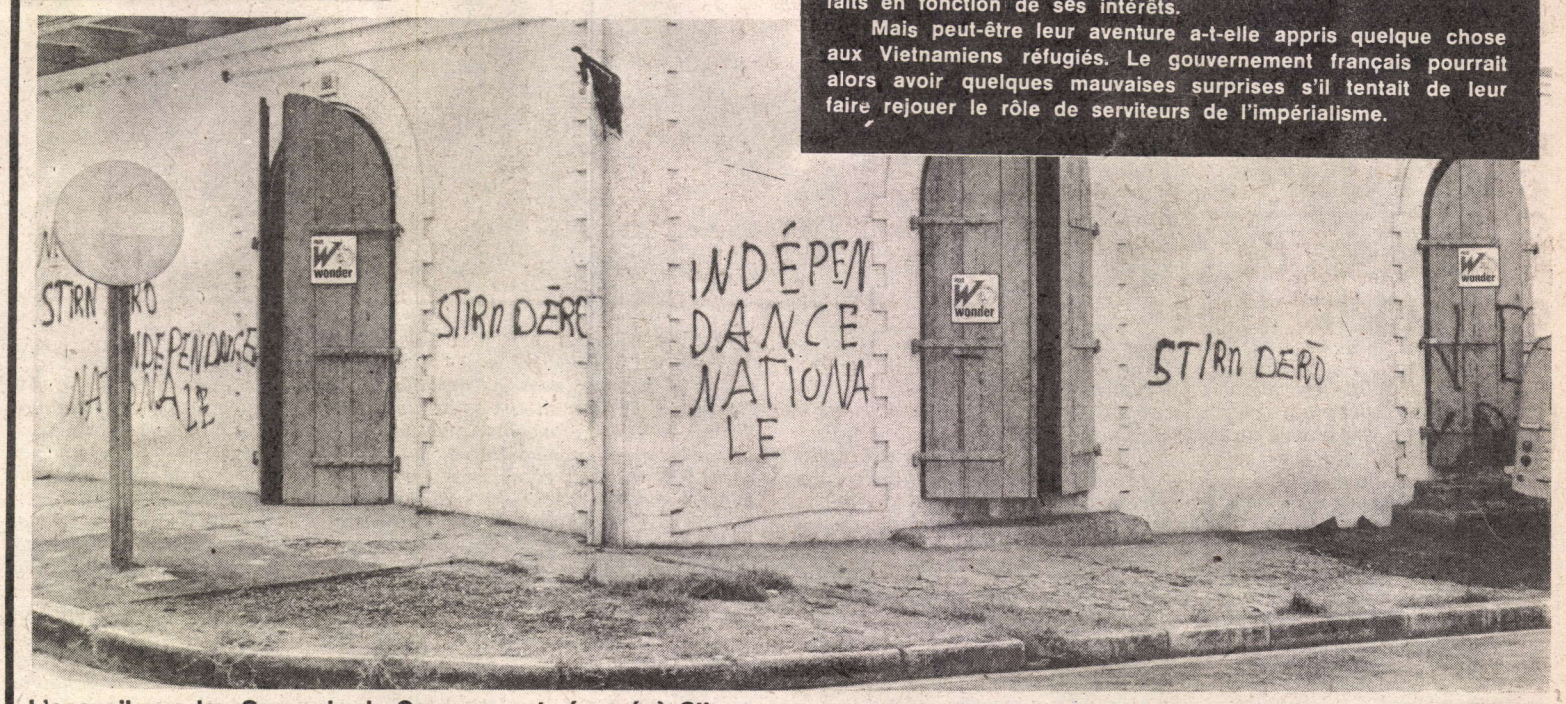
Le bruit a couru que le gouvernement français envisageait de faciliter l'installation en Guyane de plusieurs dizaines de milliers de Vietnamiens. Ceux-ci se retrouvent, en effet, sans aucun endroit où s'installer, après avoir fui leur pays lors du départ des Américains. Ils avaient été pendant des années les agents de la domination américaine au Vietnam. Ils avaient accepté de jouer le rôle de complices dans la politique impérialiste des USA au Sud-Vietnam. Aujourd'hui, leurs anciens employeurs n'ont pas un geste pour leur venir en aide. Ils n'ont même pas pu s'installer aux USA. Ceux qui l'ont fait se sont très rapidement trouvés en butte au racisme et ont dû repartir.

Les réfugiés sud-vienamiens paient donc maintenant le mauvais choix qu'ils avaient fait de soutenir ceux qui voulaient écraser leur peuple.

Par contre, il n'est pas impossible, malgré les démentis de Stirn (ministre des DOM du gouvernement français), que les Vietnamiens aient pour lui quelque utilité. S'ils ne sont plus bons à rien pour l'impérialisme américain, pour le colonialisme français ces hommes pourraient être à la fois les instruments de ses visées économiques (exploitation de la forêt guyanaise) et politiques (créer une base sociale qui s'oppose à tout changement en Guyane).

On comprend dès lors le mécontentement des Guyanais devant un tel projet. Car ils y voient une menace contre leur volonté de changement anti-colonialiste. Ils n'ont pas tort dans ce sens d'être inquiets. Les motifs qui font agir le gouvernement n'ont rien de « charitable » mais répondent à des calculs faits en fonction de ses intérêts.

Mais peut-être leur aventure a-t-elle appris quelque chose aux Vietnamiens réfugiés. Le gouvernement français pourrait alors avoir quelques mauvaises surprises s'il tentait de leur faire rejouer le rôle de serviteurs de l'impérialisme.



L'accueil que les Guyanais de Cayenne ont réservé à Stirn. (Fotolib)

ARGENTINE : Les patrons ne désarment pas

Le patronat et le gouvernement argentins ne désarment pas. Au début du mois de juillet, devant la grève générale, ils avaient dû céder aux revendications ouvrières et homologuer les conventions collectives. Mais, le 16 juillet, ils décidaient une dévaluation du peso qui ne pouvait qu'entraîner une hausse vertigineuse du coût de la vie, ce qui était une façon de reprendre d'une main ce qu'ils avaient dû céder de l'autre. Maintenant, c'est par des licenciements en masse que le patronat semble avoir décidé de frapper la classe ouvrière. Selon la CGT, cette vague de licenciements touche tout le pays et toutes les branches d'activité.

D'autre part, prenant prétexte de la dévaluation, un certain nombre d'enreprises ont laissé entendre qu'elles ne seront pas en mesure de payer à temps les salaires en fin de mois.

Entre le patronat et la classe ouvrière argentine, l'épreuve de force continue donc. Mais si le patronat est tenace, la classe ouvrière argentine a montré maintes fois dans le passé qu'elle ne l'était pas moins pour faire valoir ses droits.

A.F.

dossier vacances

les VACANCES: une évasion, un besoin, mais aussi un avant-goût de liberté

l'étalement des vacances

ON en parle régulièrement. L'invraisemblable embouteillage qui a marqué cette année les départs du mois d'août a remis le problème à l'ordre du jour. Et chacun, dans la presse, à la radio, de souligner le côté démentiel de cette migration massive, de rappeler que dans aucun autre pays on n'assiste à de tels départs groupés et de fustiger l'esprit routinier et l'instinct grégaire du Français qui le poussent le même jour, sur la même route et dans la même direction que des millions de ses concitoyens.

Cela dit, le caractère soi-disant moutonnier de ce Français moyen, que l'on dit par ailleurs trop individualiste, a bon dos. L'étalement des vacances n'est pas un problème de choix individuel. C'est le ministère de l'Education nationale qui fixe chaque année la date des vacances scolaires pour les enfants et ce sont les différents chefs d'entreprise qui fixent pour leurs employés la date de fermeture annuelle de l'entreprise. Quant aux commerçants et membres des professions libérales, ils suivent le mouvement, car à quoi bon rester ouverts dans des villes et des quartiers désertés par les départs en vacances ? L'économie française, c'est un fait, marque la pause en août, une pause de 28 à 30 jours pendant lesquels les cheminées d'usines cessent de fumer et les moteurs de tourner. Dans la majorité des entreprises, une équipe d'entretien aidée par des entreprises extérieures assure la réfection des locaux, des outils. L'entreprise qui resterait ouverte aurait le plus grand mal à s'approvisionner. Une année, obéissant aux injonctions gouvernementales, les usines Renault ont fermé en juillet. Cela a entraîné de considérables perturbations en juillet pour toutes les entreprises qui, à un titre ou à un autre, dépendent de Renault ou travaillent pour elle. Cela a entraîné d'autres perturbations en août et une aggravation des conditions de transport et de vie des travailleurs aoûtiens qui ont dû s'accommoder du régime réduit de vacances que la RATP met en fonction et de la fermeture des boutiques indispensables : épiceries, boulangeries, etc.

En fait, les entreprises sont tellement solidaires les unes des autres pour leurs fournitures que la fermeture des plus grosses entreprises en août entraîne irrésistiblement la cessation de toute activité économique durant ce même mois. Dans ces conditions, parler de l'étalement des vacances, c'est formuler obstinément des vœux pieux. Pourtant, du simple point de vue de la rentabilité sociale, il est irrationnel de laisser dormir les machines et les outils pendant quatre ou cinq semaines. Comme est irrationnel, même du point de vue capitaliste, le rush sur les stations de vacances, obligées d'amortir leurs investissements en un mois ou à peine plus.

Le problème ne pourrait-il pas être résolu par l'application d'un système de roulement, comme cela se fait dans les secteurs qui ne ferment pas (banques, PTT, etc) ? Cela permettrait un fonctionnement qui, pour être ralenti peut-être pendant la période estivale (trois mois environ), n'en serait pas moins continu et éviterait l'invraisemblable coupure d'août. Mais cela supposerait un accroissement du nombre total du personnel, c'est-à-dire une dépense supplémentaire pour le patronat. Or, en ce domaine comme dans tant d'autres, ce qui a caractérisé la démarche du patronat et du gouvernement, c'est le manque de prévoyance, l'opportunisme, la facilité.

L'organisation d'une production continue et de départs par roulement n'intéresse pas les grandes entreprises en France. Cette préférence des grandes entreprises impose d'une part aux travailleurs des congés à dates fixes, sans aucun choix, et plonge d'autre part le pays dans l'indescriptible pagaille annuelle que l'on sait. Et les pouvoirs publics se contentent de geindre devant cette situation, comme s'il s'agissait d'une fatalité, alors que les responsabilités sont évidentes. Seulement les pouvoirs publics ne sont pas là, en régime capitaliste, pour transgresser la propriété privée et le droit de chaque capitaliste de diriger ses affaires comme il l'entend, même si cela nuit à l'ensemble de la société.

DANS une indescriptible pagaille, dans des encombrements monstrueux, les grands départs du mois d'août ont drainé vaille que vaille les vacanciers vers les plages. La canicule n'a pas seulement rendu intolérables les longues heures d'attente dans les bouchons interminables, elle a aussi souligné une fois de plus le côté absurde et pourtant nécessaire de la grande migration estivale.

Comme chaque année, des millions de personnes ont enfin réalisé leur rêve : partir, quitter la ville étouffante, tendue, rompre pour un temps la chaîne du travail et des habitudes, se donner le temps de vivre et de choisir ses activités. Et, comme chaque année, la plupart des vacanciers auront retrouvé les campings surpeuplés, les plages encombrées, la pollution, le bruit, l'enchevêtrement, la circulation automobile et un choix de loisirs somme toute limité par les capacités du portefeuille.

Et pourtant ils sont partis. Et ceux qui restent, ceux qui ne partent jamais car ils n'en ont pas les moyens, ceux qui ont dû cette année renoncer aux vacances parce que le chômage partiel ou total a affecté brutalement leur niveau de vie, tous ceux-là, écrasés par la canicule, rêvent aussi du jour où ils pourront partir.

Et les cris d'alarme de la presse, que hante la vision des départs 1976, les images des routes bloquées et la description de ces trois jours d'exode surchauffés n'empêchent pas ceux qui restent de rêver aux vacances et ceux qui partent de se réjouir d'être tout simplement partis.

C'est que, les vacances, ce n'est pas seulement la pause nécessaire pour permettre à l'organisme de récupérer, ce n'est pas simplement une détente physique, c'est aussi une autre façon de vivre.

Et dans cette société oppressive, hiérarchisée, cloisonnée et profondément inégale, les vacances, c'est avant tout le moment où chacun se sent un peu libre.

Pendant quatre semaines, les rapports traditionnels qui règlent notre vie s'effacent. L'organisation capitaliste du travail, avec ses règlements, ses chefs, sa hiérarchie dans les salaires, les grades et les fonctions, les incohérences et les humiliations pour ceux qui sont au bas de l'échelle, se trouve partiellement remisée. Sur la plage, au café, quand le hasard les fait se rencontrer, rien ne distingue vraiment l'OS du petit cadre, rien, si ce n'est parfois la bedaine, et ce n'est pas forcément à l'avantage du cadre. Bien sûr, l'OS et le directeur ne fréquentent pas les mêmes restaurants, ni souvent les mêmes plages, et ils ne passent pas les mêmes vacances. Mais l'inégalité des loisirs et du confort en vacances est compensée par la conscience d'une liberté qui, pour être provisoire, n'en est que plus précieuse.

Les vacances, c'est aussi la recherche d'une autre vie sociale, c'est la possibilité de rencontrer d'autres gens, de nouer d'autres relations qui n'ont rien à voir avec l'intérêt ou la routine. Au camping, sur la plage, ce qui compte c'est la sociabilité, ce qui guide les rapprochements ce sont les goûts et les sympathies. Les marchands de loisirs, ceux qui vendent du séjour en clubs, connaissent bien cette aspiration à une vie plus collective, ce besoin de connaître d'autres gens et ils l'exploitent... à leur profit. Mais si tout fait profit dans cette société, si la liberté des vacances reste relative et limitée par la contrainte économique, si l'inégalité y est toujours sensible, il n'en reste pas moins que les vacances sont à leur façon un avant-goût de la société sans classes.

dossier vacances...

La politique des congés payés

LES deux premières semaines de vacances payées ont été obtenues en 1936. Mais il faudra attendre 1955 pour que la troisième semaine de congés payés fasse son apparition chez Renault avant d'être généralisée en 1956 à toutes les entreprises par force de loi. Le même processus se renouvelle avec la quatrième semaine. Elle aussi débute chez Renault en 1963, avant d'être étendue progressivement à tous les salariés.

Manifestement, Renault, la grande entreprise nationalisée, sert de test et en même temps de propagande pour la politique sociale du gouvernement.

En effet, ces semaines supplémentaires accordées par Renault puis votées par le Parlement correspondent d'abord à des calculs politiques.

En 1955, la troisième semaine de congés payés est attribuée chez Renault pour faire cesser l'agitation et isoler le mouvement des métallurgistes de Nantes-Saint-Nazaire. Elle est étendue en 1956 à tout le pays par le gouvernement « socialiste » de Guy Mollet qui veut faire passer ainsi sa politique de guerre en Algérie avec le rappel des disponibles et l'envoi du contingent.

En 1963, en plein pouvoir gaulliste, les mineurs entament une longue grève, bravant la réquisition et les menaces. Encore une fois, afin d'éviter que l'agitation ne s'étende, la direction Renault donne l'exemple et fixe du même coup la perspective revendicative pour les autres entreprises : c'est la quatrième semaine.

En cédant ainsi une, puis deux semaines de congés supplémentaires, la bourgeoisie et son Etat ont choisi par démagogie et intérêt une solution qui ne coûte pas cher (une semaine cela équivaut à une augmentation de salaire de 2 %) et qui va dans le sens de la diminution du temps de travail global réclamée par les syndicats et les ouvriers. Mais cette diminution de travail se fait aux dépens de la diminution de l'horaire hebdomadaire de travail. Quant à la perte de production qui pourrait en résulter, elle est compensée, et au-delà, par l'augmentation de la productivité et des cadences.

36 : les premiers congés payés

Le 20 juin 1936, la loi sur les congés payés est votée en France. Ce sera l'année des premiers départs. A cet effet, le billet populaire avec réduction de 30 % est institué, il est en vente dans toutes les gares mais aussi dans des permanences syndicales, et des compagnies de chemin de fer iront jusqu'à installer des bureaux à l'intérieur d'un certain nombre de grandes entreprises !

C'est l'occasion pour certains ouvriers d'aller revoir la famille ; pour d'autres c'est la découverte de la mer, le premier séjour dans des lieux jusqu'ici réservés aux bourgeois. D'ailleurs les bourgeois fulminent contre les congés payés « qui vont salir nos plages ». *Un dessin humoristique du* Populaire *(le quotidien de la SFIO de l'époque) représente une usine* « fermée pour cause de vacances » *avec des ouvriers allant prendre le train, sous le titre :* « Nouvelle atrocité du Front populaire ».

L'envoyé spécial du Figaro *dans un de ces trains de vacances conclut :* « La multiplication des trains rouges de la côte d'Azur est en bonne voie... et la démultiplication des trains bleus du même coup ». *Parfois des incidents se produisent. Ainsi, le 6 août 1936, près de Menton, alors que le prince des Asturies embarquait sur son yacht et faisait à ses amis restés au quai un salut bras tendu, les ouvriers en vacances répondent en levant le poing et en chantant* l'Internationale. *A la suite de cet incident,* « la reine Victoria et son fils quittent la France, la reine d'Italie renonce à la côte d'Azur » *titre* le Figaro.

Pour cette première année, 900.000 voyageurs, selon les statistiques de la SNCF, ont bénéficié des congés populaires, d'autres sont partis en vélo, en tandem ou à pied sac au dos. C'est l'époque du développement rapide des auberges de jeunesse, dont le nombre passe de 200 à 450 entre mars et août 1936.

A travers les congés payés, même si le départ en vacances ne touchait alors qu'une minorité de la classe ouvrière, les premiers vacanciers de 1936 affirmaient leur droit à la vie.

LES VACANCES DES JEUNES

Malgré les efforts des municipalités, des comités d'entreprise, des associations laïques, des services sociaux, des organisations d'aide familiale, près de six millions de jeunes de moins de 19 ans ne partent pas en vacances, c'est-à-dire un enfant sur deux. Même si l'on met à part les enfants qui vivent à la campagne, cela veut dire qu'un nombre considérable d'enfants des villes ne partent pas. Que font-ils ?

En 1974, 650.000 enfants ont fréquenté les centres aérés (maintenant baptisés « centres de loisirs sans hébergement »). Ces centres sont au nombre de 4.800. Ils sont pour la plupart tenus par les municipalités ou dépendent d'associations diverses. La moitié d'entre eux sont installés dans les locaux scolaires.

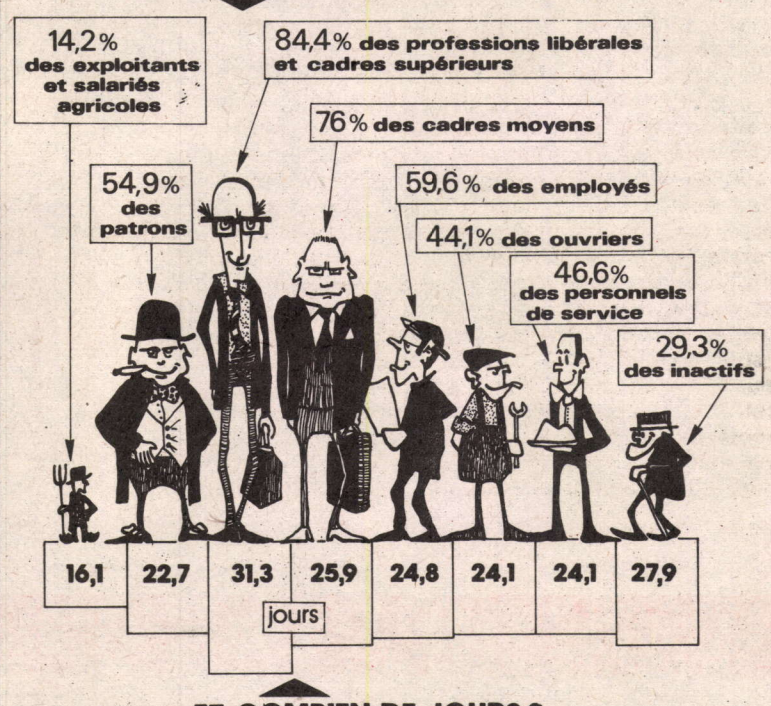
● CEUX QUI PARTENT

DEPUIS le vote de la loi sur les congés payés, en 1936, les vacances sont devenues un fait acquis pour tous les travailleurs et peu à peu les artisans, les commerçants ont eux aussi décidé une période de fermeture annuelle.

Pourtant, si tous les travailleurs ont des congés payés, tous ne partent pas en vacances. Certes, on assiste chaque année à une certaine progression du taux des départs et il est probable que cette année le pourcentage atteigne enfin les 50 %. Mais, dans ces 50 %, les différences sociales sont considérables.

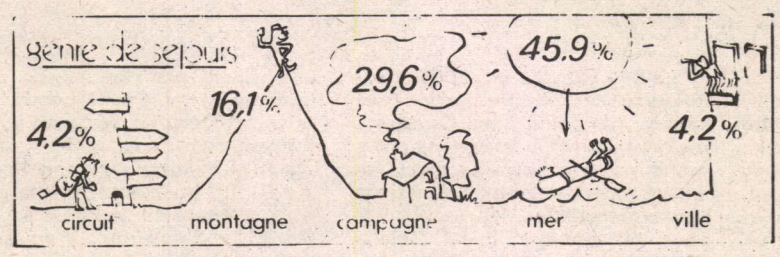
L'INSEE publie depuis quelques années des statistiques sur les départs en vacances par catégories socio-professionnelles. Si ces statistiques ne précisent pas la part relative de ces catégories sur le nombre total des partants, elles établissent cependant le taux des départs dans chaque catégorie.

QUI PART EN *VA*CANCES ?



ET COMBIEN DE JOURS ?

Il apparaît, bien sûr, que ce sont les cadres moyens et supérieurs ainsi que les professions libérales qui partent le plus et le plus longtemps. En 1973, 44,1 % des ouvriers sont partis en vacances d'été, et ce sont les Parisiens qui ont formé le gros contingent des partants. Viennent en fin de liste les exploitants et salariés agricoles qui, pour des raisons liées à la fois à la nature de leur travail, aux habitudes et surtout au manque de ressources, ne partent guère.



Où vont tous ces vacanciers ? Là, les statistiques ne font que confirmer l'observation : c'est la mer qui attire la majorité des estivants.

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	Hôtel	Location
Exploitant et salarié agricole	15,3	14,4
Patron industrie et commerce	22,7	13,4
Profession libérale et cadre supérieur	19,9	17,5
Cadre moyen et autre actif	14,0	12,7
Employé	14,3	13,1
Ouvrier et personnel de service	10,7	13,5
Inactif	19,6	12,8
Ensemble	15,4	13,8

Un certain nombre de vacancier dans les pays limitrophes et en Portugal. L'INSEE estime à 19 % la passées à l'étranger en 1973 sur comptabilisées.

d'où viennent les v

COMMUNES RURALES	
moins de 20 000 hab	
de 20 000 à 100 000 hab.	
Plus de 100 000 hab.	
AGGLOMERATION PARISIENNE	
PARIS	

Il faut préciser encore que la m vacances chez des parents et ami pable d'accueillir l'énorme flot d'ailleurs dissuasifs. Restent le c

● CEUX

UN Français sur deux sûr ce n'est pas n' gation générale à l' un document tenda ceux qui restent n' modent de rester chez eux durant la population qui vit précisémen la mer ou de l'océan, ou bien à par intérêt (c'est pour elle l'époc parce qu'elle n'éprouve pas le b ce qu'elle trouve sur place. Tout tout quand on indique en même tations faites par un office de st **comportement** (de ceux qui pass nuels à domicile) **ne s'explique p dérations d'ordre économique ».**

Or s'il est vrai que certaines de multiples raisons de passer que la nécessité de partir et de pas aussi impérieuse pour un ha ville que pour un citadin des gro il n'en reste pas moins que ceux majorité et que c'est avant tou explique la division fondamenta

INTERVIEW D'UNE ANCIENNE MONITRICE DE CENTRES AERES AUJOURD'HUI RESPONSABLE D'UN CENTRE DANS UNE BANLIEUE PARISIENNE (municipalité PCF)

LO : **Quels sont les tarifs du centre ?**

R : De 2,50 F à 8 F par jour, repas et goûter compris. Les tarifs à 2,50 F proviennent d'une aide sociale. La mairie fait des efforts pour ce qui est de l'organisation des loisirs des gosses mais, par contre, les salaires du personnel d'encadrement sont très mauvais. En dessous du SMIC : 6,30 F pour le moniteur d'été sans diplôme (et un permanent bachelier : 14 F de l'heure). Pour ce qui est du matériel, on est quand même pas mal fourni. Surtout par rapport aux centres aérés de Paris (qui dépendent de la préfecture de Paris).

LO : **Est-ce que tous les enfants peuvent être accueillis ?**

R : En principe, on ne prend que les cas sociaux et les enfants dont les parents travaillent. En fait, on refuse peu, c'est rare. Cette année, tous ont été acceptés, sauf quelques enfants d'écoles privées dont les parents peuvent payer.

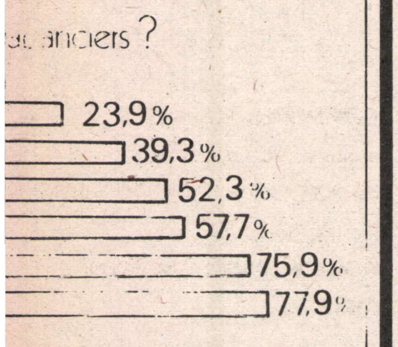
LO : **Où sont situés les centres par rapport à l'habitat ?**

R : Il y en a un à trente-cinq kilomètres d'ici, dans la forêt. Celui-là, c'en est vraiment un. Les enfants y vont en car, ils reviennent le soir. Les autres centres sont ici-même. On organise des sorties et différentes activités à partir du centre. Bien sûr, quand tu as fait la forêt, tu

dossier vacances...

Résidence secondaire	Parents et amis	Tente caravane	Autre
1,5	43,8	15,3	9,7
9,4	26,4	23,8	4,9
13,4	30,3	13,0	5,9
6,3	36,1	21,9	9,0
4,8	35,7	21,0	11,1
3,9	40,1	25,8	6,0
9,0	41,7	9,6	7,3
7,0	36,4	20,2	7,2

...s partent à l'étranger, surtout ... particulier en Espagne et au ... part de journées de vacances ... le nombre total de journées



...ajorité des vacanciers part en ...s. L'hôtellerie serait bien inca... ...les vacanciers. Les prix sont ...amping et la location.

● COMMENT ILS PARTENT le train ou la voiture?

DES 1936, l'obtention des congés payés s'est doublée de la création des billets populaires de chemin de fer à tarif réduit de 30 %, qui devaient permettre aux travailleurs de quitter les villes. L'institution est toujours en place. Pendant de nombreuses années, elle a été assortie de conditions restrictives (on n'avait pas le droit de prendre le train les jours de grands départs, ce qui était une façon de réaliser, sinon l'étalement des vacances, du moins l'étalement des départs au détriment des plus pauvres). Ces conditions sont aujourd'hui en partie levées et les « congés payés », comme les autres voyageurs, sont tenus de faire de longues heures de queue et de s'y prendre à l'avance pour obtenir leur place sur les trains que la SNCF met à leur disposition. Car, ici aussi, la politique des départs à la même date pose d'insurmontables problèmes.

Pour cette année, 260 trains supplémentaires ont dû être mis en service au départ des gares parisiennes entre le 31 juillet et le 2 août, dont 107 pour la seule journée du 1er août !

Mais, malgré la réduction de 30 %, le billet de chemin de fer reste très cher pour un budget ouvrier. Dès qu'il ne s'agit plus d'individus mais d'une famille avec deux ou trois enfants, c'est encore la voiture qui revient le moins cher et qui paraît le plus commode, sans compter que, sur place, la voiture est toujours appréciée. 75 % des vacanciers prennent la voiture. Et sur les trois millions de personnes qui, entre le jeudi 31 juillet et le samedi 2 août, ont connu les encombrements exceptionnels de cette année, il y avait un nombre considérable de travailleurs, qui avaient choisi ce moyen de transport parce que c'était le seul à leur portée.

...QUI NE PARTENT PAS

...ne part pas en vacances. Bien ...importe quel Français. La délé... ...Information vient de présenter ...t à prouver que la majorité de ...en sont pas affectés et s'acco... ...l'été. Il s'agirait avant tout de ...t en permanence au bord de ...a campagne et qui reste, soit ...ue de la pleine activité), soit ...esoin d'aller chercher ailleurs ...cela est bien tendancieux, sur... ...temps que, selon des consta... ...atistiques en Allemagne, « ce ...ent toujours leurs congés an... **...as uniquement par des consi...**

...personnes choisissent pour ...leurs vacances à domicile et ...prendre un bol d'oxygène n'est ...bitant de village ou de petite ...sses métropoles industrielles, ...qui peuvent partir le font en ...t l'inégalité des revenus qui ...e entre ceux qui partent et ceux qui restent. Et il n'est pas besoin d'avoir recours à la statistique pour savoir que, dans les grandes villes et surtout à Paris, ceux qui restent sont en majorité les plus pauvres. Les vieux d'abord qui, malgré les efforts des services sociaux pour leur procurer des vacances, s'entassent sur les bancs pour prendre le frais ou le soleil : petits retraités aux ressources plus que modestes, ils sont les oubliés des vacances. Les travailleurs émigrés ensuite : ils sont nombreux, très nombreux à flâner dans les rues, ou à discuter assis au seuil de leur foyer, sur les marches ou sur des chaises. Ils sont dehors car il n'y a pas de place dedans, dans ces maisons-dortoirs où l'on ne vient chercher que le sommeil. Et puis il y a les enfants, les enfants qui ne partent pas parce que les parents n'ont pas eu de quoi payer deux mois de colonie de vacances.

A part les centres aérés à l'usage des enfants des grandes villes, rien n'est prévu pour les vacances de ceux qui restent. Aucun organisateur de loisirs ou de festivités populaires ne s'intéresse à cette population au pouvoir d'achat trop réduit pour représenter une affaire rentable. Même les municipalités ouvrières baissent les bras devant ces « oubliés » et se contentent trop souvent de publier la liste des bibliothèques ouvertes. Une seule compensation : Paris, en partie dépeuplé, respire mieux sans la fumée des usines...

n'as plus envie de faire les autres. C'est bien mieux.

INTERVIEW D'UNE RESPONSABLE D'UN CENTRE AERE DANS UNE AUTRE BANLIEUE

LO : Quels sont les tarifs ?

R : Ici, ils vont de 4 F à 10 F.

LO : Est-ce que vous pouvez accueillir tous les enfants ?

R : Oui, bien sûr. On ne refuse jamais. Les subventions de l'Etat à la mairie sont insuffisantes. Sans cela, la mairie, elle fait le maximum. Mais toujours en fonction de son budget. Par exemple, on n'a pas véritablement de centre aéré ici. On fait cela dans les écoles.

Il n'y en a pas, parce que le gouvernement trouve cela trop cher d'en faire construire un et que la mairie ne peut pas avec son propre budget. Alors, on fait des campings prolongés (une semaine) en campagne, des sorties, mais ça ne remplace pas le centre. Les gosses en ont besoin pour se sentir chez eux. Sinon (et c'est ce qui se passe) ceux qui n'ont pas les moyens de se payer des vacances, eh bien ! ils ont l'impression de rester à l'école toute l'année.

LES COLONIES DE VACANCES

Elles sont organisées essentiellement par des associations laïques ou chrétiennes, par les comités et services sociaux d'entreprise, et par les municipalités. On en compte 1.200. Elles accueillent au total environ 1.400.000 jeunes, soit 20 % des enfants qui partent en vacances.

interviews... interviews.

Les vacances des travailleurs

UN PLOMBIER DE NANTES

L.O. : *Avez-vous des difficultés financières pour partir en vacances ?*

R : Absolument pas. C'est-à-dire qu'il faut prévoir à l'avance pour le mois d'août et surtout pour septembre, car les écoles ne sont pas encore gratuites. Je campe chez un paysan, à Piriac. Je paie 5 F par jour et j'y vais depuis plusieurs années. J'ai quatre enfants : ils partent tous les quatre avec moi, ma femme est morte.

LO : *A combien vous reviennent les vacances en tout ?*

R : Ça revient assez cher : à nous cinq, il faut compter 2.800 F. Je gagne 2.000 F par mois.

L.O. : *Que faites-vous pendant les vacances ?*

R : La pêche. Nous faisons des excursions au Croisic avec son aquarium qui est formidable, à Guérande. Les enfants, c'est surtout la baignade. Je lis un peu des livres d'espionnage, de guerre, et Tintin.

LA FEMME D'UN OUVRIER DU BATIMENT DE NANTES (QUATRE ENFANTS)

L.O. : *Partez-vous en vacances cette année ?*

R : Non, ça coûte cher, surtout les locations. Nous ne sommes jamais allés en vacances depuis que nous sommes mariés. Cela fait neuf ans.

L.O. : *Que font les enfants pendant les vacances ?*

R : La grande, âgée de dix ans, nous l'envoyons chez ma sœur à Paris pendant le mois d'août et les trois autres partent en colonie de vacances. Pour la grande, nous payons seulement le voyage. Pour les trois autres, il faut 600 F par enfant et pour vingt et un jours seulement, ce qui fait un total de 1.800 F. Il faut déduire de cette somme 170 F d'allocations familiales et 170 F de la Fédération de l'amicale laïque. Il faut ajouter cependant 6 F par jour et pour deux enfants, que nous avons envoyés au centre aéré pendant le mois de juillet.

L.O. : *Que pensez-vous faire pendant votre mois de congés payés ?*

R : Oh ! Pas grand-chose. Nous ne sortons jamais, nous voyons rarement nos amis à cause de nos enfants. Ce que nous allons faire, c'est arranger l'appartement. Nous allons profiter de l'absence des gosses pour aller au cinéma et nous promener à Nantes.

UNE MERE DE FAMILLE, VEUVE, DEUX ENFANTS, TRAVAILLE A LA MAIRIE

L.O. : *Vous prenez des vacances ?*

R : Non, je n'en prends pas, mais mes enfants, oui : ils partent en Italie avec un organisme scolaire. Pour les deux enfants, cela revient environ à 1.600 F pour un mois. J'ai touché une aide de la part des allocations familiales et des bourses.

L.O. : *Pourquoi ne partez-vous pas en vacances ?*

R : Je ne gagne pas assez, et puis, je n'ai jamais pris de vacances.

UN COUPLE, DEUX ENFANTS, LUI EST ELECTRICIEN, ELLE NE TRAVAILLE PAS

L.O. : *Vous partez en vacances ?*

R : Je prends des vacances tous les ans. Je fais du camping. Je pars environ trois semaines dans les Pyrénées. Le prix du terrain revient à 80 F pour trois semaines. Il faut compter en plus les dépenses de loisirs, de nourriture. Cela nous revient à environ 2.000 F pour trois semaines. Je gagne aux alentours de 1.900 F par mois.

UN EMPLOYE SNCF ET SA FEMME, QUATRE ENFANTS

L.O. : *Où partez-vous en vacances ?*

R : A la campagne, comme chaque année, chez des amis. On préfère la campagne. On a dû faire un emprunt pour acheter des tentes. On a payé 180 F une tente deux places (je gagne 1.600 F par mois). On ne dépensera pas beaucoup. On se débrouillera avec les produits de la ferme.

L.O. : *Quels loisirs aurez-vous ?*

R : On profitera de la nature. Même dans la vie courante, on n'a pas de loisirs. On n'a pas été deux fois au cinéma cette année, alors...

La femme : Pour moi, ce sera comme ici. C'est pour les gosses qu'on y va. Ils vont jouer dans les champs en liberté. Je voudrais aller à l'hôtel. Sinon, pour moi, les vacances, ça ne fait aucun changement.

et les vacances des autres

UNE FEMME D'UNE SOIXANTAINE D'ANNEES, VEUVE D'INGENIEUR

L.O. : *Pourquoi vos vacances à Vichy ?*

R : Je viens tous les ans ici, depuis toujours. La région est très agréable. Et puis, j'y ai mon caveau de famille, c'est une attache.

Si j'ai constaté des changements par rapport à l'an dernier ? Oui, les chaises du parc sont gratuites : c'est une grosse amélioration due à la société Perrier. Il est vrai que, maintenant, l'eau est payante. J'ai entendu quelques réflexions là-dessus, mais enfin...

L.O. : *On dit que la station s'est démocratisée depuis quelques années ?*

R : C'est vrai, il y a quelques changements. J'en discutais l'autre jour avec X, qui ne vend que des bijoux griffés. Son chiffre d'affaires baisse. Et puis, maintenant, il n'y a pratiquement plus de grands opéras au programme du Casino. C'est presque uniquement des vedettes populaires... Enfin, cela reste très agréable, d'autant que j'habite Nice et que l'été, ce n'est pas possible, Nice, la population y est très mêlée...

DEUX FEMMES ELEGANTES D'UN CERTAIN AGE

L.O. : *Pourquoi êtes-vous en vacances à Vichy ?*

R : Nous sommes habituées de l'endroit ; nous nous y plaisons beaucoup. On a les avantages de la ville et de la campagne. Et puis, quand on a envie, on peut se payer une petite fantaisie, avec tous ces magasins si tentants...

L.O. : *Est-ce que les prix ont augmenté par rapport à l'an dernier ?*

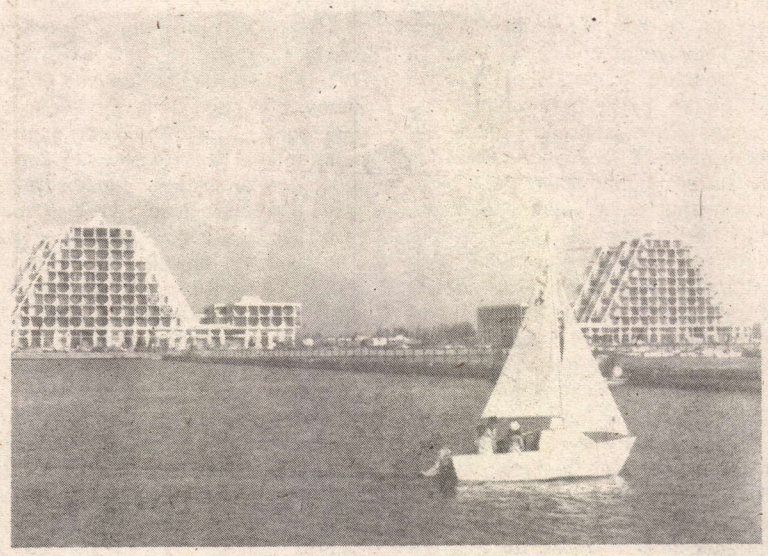
R : Non, pas tellement. D'ailleurs, nous, nous avons nos habitudes : nous revenons dans le même hôtel chaque année et la patronne est une femme charmante, la nourriture est bonne, la femme de ménage agréable.

dossier vacances...

LES VACANCES : UNE INDUSTRIE

LES vacances, c'est aussi une industrie. La ruée vers les plages, qui s'accentue d'année en année, a sérieusement modifié l'habitat sur le littoral. Aux premières villas modernistes et luxueuses qui émaillent la côte d'Azur ont rapidement succédé les grands immeubles, style « front de mer », la construction hâtive d'appartements vendus ou loués. Sont venues ensuite les « marinas pieds dans l'eau » et autres stations artificielles entièrement conçues et aménagées pour les vacances d'été. En Normandie, en Vendée, sur le littoral Languedoc-Roussillon, les promoteurs inlassablement achètent le terrain, dont le prix monte vertigineusement, construisent, vendent et font des affaires en or. Un seul exemple, celui de l'aménagement du Languedoc-Roussillon.

**Le prix du terrain nu y était à l'origine de 1 à 3 F le m2. Viabilisé, il a été vendu 150 F. Il en vaut maintenant 250 à 300. Les promoteurs, eux, ne vendent rien à moins de 2.000 F le m2 habitable (cité par Raynouard : *Le tourisme social : état d'urgence*). L'organisation départementale d'études des Alpes-Maritimes avance encore ce chiffre : « *En 1985, il n'y aura plus sur*



la côte que douze kilomètres de sable accessibles au public. »**

Bien entendu, tous ces ensembles sont équipés de piscines, hôtels, restaurants, cafés, boutiques. Depuis ces dernières années, la mode du yachting a entraîné l'aménagement et la construction de nouveaux ports de plaisance dans la plupart des villes du littoral. Tout un secteur industriel y est intéressé.

En marge des vacances, une industrie du « souvenir » s'est constituée, offrant aux estivants de passage des articles de pacotille produits industriellement et qui n'ont guère à voir avec l'ancienne production artisanale locale.

Mais à côté de l'immobilier et des industries parasites des vacances, il y a bien sûr l'industrie hôtelière et, depuis quelques années, le développement sans précédent des « organisations de vacances et loisirs ». La plus célèbre d'entre elles est le Club Méditerranée.

LE CLUB MÉDITERRANÉE

IL fut créé à l'origine sous la forme d'une association sportive régie par la loi de 1901. Quelques années plus tard (1954) il se transforme en SARL et en 1957 la SARL se transforme en société anonyme à capitaux variables. Les banques s'intéressent à l'affaire et c'est vraiment le grand départ pour le Club.

Quelles sont les banques qui ont investi dans le Club ? Le groupe Américain Express et surtout le groupe Edmond de Rothschild, avec le groupe Compagnie Financière, le groupe de la Banque de Paris et des Pays-Bas, le groupe CAMP Alain de Gunzburg, le groupe Crédit Lyonnais, le groupe IFI et le groupe Union des Assurances de Paris.

Le directeur du Club est depuis 1954 Gilbert Trigano, un homme de « gauche » qui fut responsable des Jeunesses Patriotiques de l'Ariège avant d'être de 1944 à 1945 journaliste à *l'Humanité* et à *l'Avant-garde*.

Cette conjonction des banques et d'une équipe d'hommes marqués par leur passé de gauche explique les multiples aspects du Club : l'aspect collectif, organisé, des vacances proposées et le souci de la rentabilité maximum.

Le but du Club : organiser et vendre des séjours dans des installations collectives de grande capacité. Les villages vacances mettent à la disposition de la collectivité des installations (case, bungalow, etc.) individuelles et le centre collectif où se trouvent les restaurants, la piste de danse, etc. Le vacancier y est déchargé de toute préoccupation matérielle, cuisine, ménage, garde des enfants, une équipe d'animation permanente prévoit et organise une multitude d'activités, surtout sportives. L'argent est remplacé par un système de boules achetées d'avance. L'accent est mis sur l'aspect communauté, rencontre, sympathie, etc.

La formule a eu du succès. Pour rentabiliser l'affaire, le Club s'est fait le champion des vacances toute l'année, allant chercher le soleil là où il se trouve, même en hiver. Aujourd'hui, le Club compte 70 villages, dont 22 ouverts toute l'année, en France, mais surtout à l'étranger, en Espagne, en Italie, en Grèce, au Maroc, en Israël, en Turquie, au Sénégal, à Hawaï, etc.

Après l'absorption en 1970 du Club européen du tourisme, son concurrent le plus proche, le Club Méditerranée est devenu le super-grand du tourisme commercial dans le domaine des vacances organisées. Son chiffre d'affaires pour 1971 a été de 364 millions de francs. Il est en progression constante.

Evidemment, les vacances au Club sont depuis longtemps devenues l'apanage d'une certaine catégorie sociale, essentiellement des cadres supérieurs et moyens, des enseignants et membres des professions libérales (42 %), des employés et des cadres moyens (34 %), 13 % de commerçants et artisans et accessoirement 7 % d'ouvriers et même 2 % d'agriculteurs. (Ces statistiques datent de 1967 mais les tendances qu'elles indiquent sont sans doute toujours valables). Il faut préciser encore que cette année-là, 72 % des adhérents venaient de la région parisienne.

Manifestement le Club Méditerranée représente une réussite, au moins financière, pour les capitaux qui ont choisi de s'investir dans les « vacances ». A côté de cette progression, le tourisme à vocation sociale apparaît bien comme le parent pauvre. Ce qu'il est d'ailleurs au plein sens du mot.

Le tourisme social

IL s'agit d'associations à but non lucratif. Le tourisme social existait dès avant 1936, avec la Ligue Française pour les Auberges de Jeunesse (chrétienne) et surtout le Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse, le CLAJ ; par ailleurs la Ligue de l'Enseignement organisait garderies d'enfants et colonies de vacances.

Mais c'est après la Seconde Guerre mondiale qu'une série d'associations à vocation sociale et souvent militante voient le jour. Elles sont issues de plusieurs milieux : l'enseignement d'abord qui multiplie ses activités vacances, le milieu politique qui donnera essentiellement Tourisme et Travail, lié au PCF et à la CGT, le milieu chrétien qui voit la prolifération de nombreuses associations, dont les plus connues s'apparentent au Maisons Familiales de vacances et enfin un certain nombre d'initiatives individuelles, dont certaines glisseront vers le commercial (Club Méditerranée) tandis que d'autres se maintiendront à la limite des deux (le Touring Club de France, association à but non lucratif qui a aussi un secteur commercial, en particulier en ce qui concerne le service voyages) tandis que d'autres, nées plus tard, comme les Villages-Vacances-Familles, finiront par conquérir une bonne place au soleil.

Le but de toutes ces associations : offrir aux revenus les plus modestes la possibilité de partir en vacances. Nombre d'entre elles travaillent en relation avec les comités d'entreprise de certaines grandes usines et administrations.

Leur problème est commun, il est évidemment financier. L'Etat ne s'intéresse guère au tourisme social et les subventions sont maigres. Quant aux groupes financiers, ils n'investissent que dans ce qui est rentable. Un organisme fédérateur, le CECOREL, a été créé en 1971 pour coordonner les initiatives et favoriser la concentration financière. FO, CFDT et FEN y participent, ainsi que beaucoup d'organismes existants (Tourisme et Travail, VVF, Fédération Léo Lagrange, etc.).

Ces différents organismes offrent des services variés et ont des secteurs spécialisés (voile, montagne, randonnées, spéléologie, camping surtout), mais c'est la formule vacances familiales qui prime, avec les maisons familiales, les gîtes ruraux, les villages vacances, les camps de toile, les auberges et centres de jeunes.

Au total, le tourisme social représente 200.000 lits (contre 39.630 au seul Club Méditerranée). Trois ou quatre rotations dans l'année intéressent donc environ un million de personnes et il faut y ajouter le camping, qui accueille bon an mal an 1.200.000 personnes.

Le VIe plan prévoit de réserver dans le plan d'aménagement du territoire un pourcentage global de 25 % des terrains au tourisme social. Mais le jeu des spéculations foncières et l'avidité des promoteurs rejettent le tourisme social hors des bons emplacements (on l'a vu par exemple sur le Languedoc-Roussillon, les bons terrains ont été aux promoteurs, ce qui est resté est allé au tourisme social).

Bref, le tourisme social, qui intéresse une fraction non négligeable de la population ouvrière, est dans une situation difficile. C'est la logique du capitalisme.

dossier vacances...

LES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS ET LE RETOUR AU PAYS

POUR un travailleur émigré, rentrer au pays pendant les congés payés est tout un problème. Par-dessus tout, il y a la question du prix du billet et secondairement celle du délai.

Bien sûr, pour ceux qui habitent près, il y a l'automobile. Et tout le monde connaît les voitures bourrées de travailleurs — car ils se mettent à plusieurs pour partager les frais d'essence — qui roulent jour et nuit en direction de l'Espagne et du Portugal. La nationale qui relie Paris à Hendaye compte le plus fort pourcentage d'accidents de travailleurs émigrés.

Mais s'il est encore relativement facile à un travailleur espagnol ou portugais de rentrer chez lui durant les vacances, le problème est quasi insurmontable pour les ouvriers en provenance d'Afrique noire ou même d'Afrique du Nord. Le prix du voyage par avion est prohibitif et ce n'est qu'en faisant des économies pendant plusieurs années sur ses vacances qu'un travailleur peut se permettre de partir. Certaines administrations permettent aux travailleurs originaires des DOM et TOM de bloquer leurs congés sur deux ans et de partir deux mois. Mais c'est l'exception. La règle veut que le travailleur émigré soit traité à la même enseigne que le travailleur français. Certes, certaines entreprises accordent parfois une semaine de délai de route, sous certaines conditions ; d'autres, en fonction de la production, accordent au gré des besoins deux semaines à un mois de congés sans solde à certains de ceux qui en font la demande. Mais évidemment l'obtention n'en est pas automatique et, parmi ceux qui ont économisé l'argent pour le retour au pays pendant les vacances, nombreux sont ceux qui se voient refuser par la direction la possibilité d'un délai de route ou de congés sans solde. Partir dans ces conditions — sous réserve d'avoir pu trouver une place dans un avion aux dates prévues pour l'aller et le retour — représente un effort disproportionné. Le plus souvent, le travailleur qui a économisé plusieurs années de suite pour se payer le voyage au pays démissionne tout simplement de son entreprise et reste six mois sur place, il revient et doit tout reprendre à zéro, quand il le peut, avec l'espoir de retrouver du travail. Dans ces conditions évidemment, il ne s'agit plus de congés payés.

A ces multiples problèmes s'ajoute la mauvaise organisation des transports aériens. Traditionnellement maintenant, on assiste à Orly, lors des grands départs d'août, au spectacle de centaines de milliers de travailleurs émigrés attendant des heures, parfois des jours, une place dans un avion en partance. Car, bien qu'ils aient payé leur billet, fait confirmer leur réservation, il n'y a pas de place pour tous et les agences pressées de vendre les billets ont manifestement débordé le nombre de places disponibles dans chaque avion. D'où la colère, les bagarres (comme celle qui a eu lieu il y a peu à Orly avec les CRS), la mise en place hâtive d'un hébergement précaire et d'un centre de secours, l'affrètement enfin d'avions qui ne font pas traditionnellement la ligne et que l'on envoie hâtivement vers le Maroc ou l'Algérie avec un chargement composé uniquement de travailleurs émigrés. C'était le cas pour l'appareil qui a heurté la montagne près d'Agadir...

Victimes de l'exploitation

Le dimanche 3 août au matin, un avion de la compagnie jordanienne « Al Alia », en provenance du Bourget, s'est écrasé sur les chaînes du Haut-Atlas, au Maroc, non loin d'Agadir où il devait atterrir.

La catastrophe n'a laissé aucun survivant. Et parmi les victimes — au nombre de 188, dont 7 membres de l'équipage — on compte 177 ouvriers marocains qui travaillaient en France et retournaient passer leurs vacances dans leurs familles.

Fatalité ? Malencontreux hasard ? Les autorités, tant françaises que marocaines, sont d'un éloquent mutisme sur la question. On enquête... bien sûr.

Mais ce que l'on sait déjà, c'est qu'en ces périodes de vacances, seul moment où les ouvriers nord-africains ou africains peuvent espérer aller retrouver les leurs, les transports sont surchargés (entre le 30 juillet et le 3 août, ils étaient trente-cinq mille à s'envoler pour traverser la Méditerranée) ; que, de ce fait, d'innombrables appareils supplémentaires, certainement surchargés, sont mis en vol ; que l'on demande à des pilotes de prendre des risques accrus, d'assurer des trajets qu'ils n'ont jamais faits, d'atterrir sur des aéroports qu'ils ne connaissent pas, ce que l'on a justement demandé au pilote de l'avion de la compagnie « Al Alia » qui s'est écrasé près d'Agadir.

Dans ces circonstances, une catastrophe ne peut nullement être mise sur le compte de la fatalité. Elle est due à l'incurie, à la négligence criminelle d'une société qui importe, exploite, transporte des hommes comme du bétail.

Les victimes ont été enterrées à Agadir, au cimetière des Martyrs... des martyrs de l'exploitation. M.V.

Et ceux qui restent...

L'immense majorité d'entre eux ne part pas en vacances. D'abord parce que, partir en vacances, cela veut dire pour eux rentrer au pays voir la famille et les amis. Or, pour des raisons de temps et surtout d'argent, une très faible minorité peut seule s'offrir ce voyage.

Or le travailleur émigré qui ne rentre pas chez lui ne part pas pour autant en vacances en France même, au bord de la mer ou à la campagne. D'abord parce qu'il a peu de ressources (il envoie la majeure partie de sa paye au pays), ensuite parce que ce n'est ni une habitude, ni dans sa mentalité.

La plupart des travailleurs émigrés ne partent pas parce qu'ils n'osent guère quitter le foyer, le quartier, le restaurant où ils sont connus, où ils sont acceptés. Ils ne souhaitent pas affronter l'hostilité, voire le racisme d'autres populations. Et puis leur style de vie souvent communautaire s'accommode mal de l'individualisme des vacances. Les grandes tentes collectives, c'est rare et cher, on ne les accepte pas dans la plupart des campings et visiblement aucune organisation à vocation populaire ne s'est intéressée au problème des vacances des travailleurs émigrés. Pour le Club Méditerranée, qui sait si bien transporter l'estivant français en Tunisie ou au Maroc, le sort des quelques millions de travailleurs marocains ou tunisiens qui vivent en France est un problème sans intérêt, au sens propre du terme, car il ne peut pas rapporter.

(Photo ADJA)

Interview dans un foyer d'immigrés

Dans l'étroite cour du foyer de travailleurs africains de la rue Casanova, à Saint-Denis, une cinquantaine de travailleurs sont assis par petits groupes. En haut, dans une des chambres, ces chambres où sont entassés des lits superposés (seize lits par chambre), sept travailleurs discutent autour de l'unique table ; d'autres sont allongés sur leurs lits, écoutant un peu la conversation ou se reposant.

« C'est ça les vacances pour nous, *explique un résident du foyer.* Cette année, comme tous les ans, il y a quelques camarades qui sont partis, une dizaine en tout, sur les 700 que nous sommes. Mais, tu comprends, rien que pour aller dans une capitale, Bamako, Dakar ou Abidjan, ça coûte 2.200 F avec un billet à tarif réduit pour les travailleurs ; et de là il faut encore aller jusque chez soi. On ne peut pas dépenser plus de 2.200 F pour passer quinze jours dans sa famille.

Moi, je suis Malien et, pour rentrer chez moi, il faut que je prenne l'avion jusqu'à Bamako, de là je prends le train, mais il n'y en a pas tous les jours, et ensuite un car m'amène au village ; en gros il faut compter pour l'aller-retour quinze jours.

Alors on reste ici plusieurs années et, quand on part en congé, on y reste plusieurs mois. Si on a de la chance, lorsqu'on revient, on arrive à se faire réembaucher dans l'usine où l'on était avant de partir : c'est ce qui m'est arrivé lorsque je suis revenu la dernière fois, au début 1973. Mais il faut dire que j'avais travaillé déjà cinq ans dans cette usine, alors, ils me connaissaient bien, puis il restait des places.

En ce moment, tu vois, dans le foyer, on est presque tous en congé, on passe la journée là à discuter et à attendre. Le soir c'est bien, parce que dans ce foyer on a une petite cour et on s'y retrouve tous pour y prendre le frais. Alors il se forme des groupes de discussion, plusieurs groupes suivant la langue que l'on parle, puisqu'on vient de régions très diverses.

Les premiers jours on se repose. Mais un mois c'est trop long à attendre. La plupart d'entre nous voudraient travailler, mais même celui qui est dans une boîte qui ne ferme pas en août ne trouve pas de travail, parce que le patron n'a pas le droit de le faire travailler pendant les congés. On aimerait bien pouvoir cumuler les congés payés pendant plusieurs années, parce que, passer un mois ici pour rien... »

dans les entreprises

TANNERIES D'ANNONAY

licenciements annulés... pour plus d'un quart du personnel

que les travailleurs occupaient depuis plus d'un an, ont repris le travail lundi 4 août. Du moins, quarante ouvriers de celle-ci. 87 autres doivent le faire dans six mois, après un stage de recyclage.

Mais ils étaient 480 travailleurs en juillet 1974, quand l'usine avait décidé de fermer. Et si 108 ont bénéficié de la mise en pré-retraite et que 143 autres ont trouvé à se reclasser dans d'autres entreprises, il reste donc plus d'une centaine de travailleurs à la rue.

Les tanneurs sont d'ailleurs bien conscients que le problème n'est pas réglé puisqu'ils ont débrayé une heure... le jour même de la reprise.

L'annulation partielle des licenciements montre que seule une lutte décidée peut faire reculer le patronat et le gouvernement. Il y a belle lurette que l'on ne se soucierait plus de leur sort de chômeurs si les tanneurs avaient laissé faire sans rien dire.

Mais cela montre aussi que, de solution réelle pour tous les travailleurs et non pas seulement pour une petite partie d'entre eux (qui n'ont d'ailleurs pas de garantie définitive : Qu'arrivera-t-il si dans trois mois le patron décide à nouveau de fermer ?), il ne peut y en avoir qu'à l'échelle de toute la classe ouvrière. Le partage du travail entre tous, la fin du chômage, la mise au point d'un plan qui mette tout le potentiel économique au service des besoins de la population, cela n'a de sens qu'à l'échelle du pays, pas d'une entreprise.

La lutte des tanneurs, après bien d'autres, a prouvé qu'il n'est pas de situation entièrement désespérée. Mais aussi que les moyens doivent correspondre aux fins.

en lutte... en lutte...

MERCREDI 30 JUILLET

GARAGE PEUGEOT (de Lorient). — Les 50 ouvriers du garage observent une grève illimitée pour une nouvelle augmentation des salaires. Ils estiment que le patron n'a pas tenu les engagements pris au mois d'avril, où ils avaient déjà fait grève en assurant les réparations gratuitement.

INOSAF (Auxerre). — Dans cette entreprise d'habillement, les 90 ouvrières menacées dans leur emploi occupent l'établissement depuis avril 1974. Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre, annonce qu'une solution est en vue. Toutes les ouvrières conserveraient leur emploi.

LOZAI-BABCOCK à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). — Une cinquantaine d'ouvriers de cette entreprise de métallurgie ont barré une route voisine de l'usine pour attirer l'attention sur le licenciement probable des 260 ouvriers et employés, annoncé récemment par la direction.

TRITON (Bagnolet - Banlieue parisienne). — Les 200 travailleurs de l'entreprise sont en grève avec occupation depuis le mois de février pour le maintien de l'emploi. Selon la CGT, des « assignations au tribunal des Référés ont été prononcées ».

JEUDI 31 JUILLET

AIR FRANCE (Roissy). — A l'appel de la CGT et de FO, les employés du service exploitation Air France de Roissy sont en grève pour 24 heures. Ils réclament une augmentation des effectifs, 250 francs mensuels pour tous, la revalorisation des filières professionnelles et l'amélioration des horaires.

A Roissy encore, grève d'une partie du personnel de la société « Servair », qui assure le ravitaillement en vivres et le nettoyage des avions.

A Orly, reprise du travail par les employés des services Hôtellerie Air France, après satisfaction partielle.

SAM-CAZENAVE (Belin-Beliet - Gironde). — Les travailleurs occupent l'usine pour protester contre le licenciement de 100 salariés.

UGINE-ACIER (Gard). — Une grève de 32 heures a été déclenchée jeudi à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC pour protester contre des mesures de chômage technique touchant 350 salariés durant le mois d'août.

PLASTORA (Sens - Yonne). — Les ouvriers des usines Plastora ont occupé la mairie de Sens pour protester contre leur licenciement abusif, sans même que leur salaire de juillet leur soit versé. Le tribunal de Versailles a ordonné le paiement immédiat des salaires, moitié par les ASSEDIC, moitié par le patron.

PASCAL VALLUIT (Vienne - Isère). — Le tribunal des Référés de Vienne ordonne l'expulsion des grévistes qui occupent l'établissement depuis le 21 mai, suite à la décision de fermeture prise par la direction. Les grévistes font savoir que l'occupation continuera.

GARAGE PEUGEOT (Lorient). — Les cinquante ouvriers reprennent le travail, ayant obtenu l'alignement de leurs salaires sur ceux des autres garages de la ville.

VENDREDI 1er AOUT

OLIER (Clermont-Ferrand). — Les 400 ouvriers en grève depuis le 29 juillet décident d'occuper les locaux. Ils veulent la sauvegarde de leur emploi, menacé depuis qu'un liquidateur de biens a été nommé à la tête de l'entreprise.

SOCIETE DE REMORQUAGE (Port du Havre). — Les officiers mécaniciens de la société de remorquage « les Abeilles » du Port du Havre, en grève depuis dimanche, reprennent le travail, ayant obtenu satisfaction partielle.

Accidents du travail

31 juillet - Usine Sacilor de Hagondange (Moselle). — L'explosion d'une poche d'acier en fusion blesse grièvement deux ouvriers. Dans l'après-midi, un débrayage a lieu pour protester contre les conditions de travail et réclamer une augmentation des effectifs.

1er août - Usine Citroën de Clichy (Hautes-de-Seine). — Un ouvrier électricien de 19 ans meurt par électrocution. Comme à l'accoutumée dans cette entreprise aux conditions de travail particulièrement déplorables, la direction écarte les syndicats CGT et CFDT de l'enquête et rejette la responsabilité de l'accident sur la victime.

2 août - Chantier de construction (11e arrondissement de Paris). — Deux hommes qui effectuaient des travaux de fondation avenue Jean-Aicart sont ensevelis par un éboulement de plusieurs mètres cubes de terre. L'un des ouvriers meurt.

GRÈVE CHEZ REINIER

Les travailleurs de l'entreprise Reinier, qui s'occupe de la manutention des marchandises à la gare de Paris-Lyon, ont fait grève durant quatre jours, jusqu'au 3 août dernier.

Plusieurs travailleurs de Reinier et un postier avec qui ils travaillent quotidiennement ont répondu à nos questions :

L.O. : Quelles sont les raisons de la grève ?

X (un jeune) : On demande l'amélioration des salaires selon l'ancienneté, une prime de trafic, le 13e mois (...). Ça a explosé parce que, tu sais, c'est une des boîtes les plus mal payées : 8 F à peu près de taux horaire.

Les conditions de travail crevantes. La plupart des types font double emploi. Ce sont des retraités SNCF ou des types qui travaillent ici 6 heures et 8 heures dans une autre boîte. Et il y a environ 50 % d'immigrés.

Y (un autre jeune) : Ils font conduire les tracteurs à n'importe qui, sans permis de conduire, avec une autorisation-maison qui ne veut rien dire...

L.O. : Que font les syndicats ?

X : FO est seule en grève, pas la CGT ni la CFDT. Le délégué syndical CGT est un contremaître. Tu comprends, les gars qu'ils recrutent, ce sont des vieux retraités SNCF qui ont double salaire.

Le postier : Mais la CGT des postiers du PLM, eux, se disent solidaires. C'est FO qui a organisé la grève. La CFDT est inexistante, la CGT contre.

Un vieux travailleur : L'année dernière, on était CFDT. On a quitté parce que le délégué a laissé tomber.

L.O. : Comment se passe la grève ?

X : Il y a du monde en permanence. Il y a eu des interventions de flics à l'appel de la SNCF, mais comme ils ont vu qu'on était calme, ils sont repartis.

Le vieux travailleur : On a fait des piquets. Mais le piquet n'empêche pas les gars de travailler. On a beau discuter, ils ne comprennent pas. Et le patron a embauché des jeunes.

X : Il y a environ une vingtaine de non-grévistes sans compter les contremaîtres, sur 200 environ.

L.O. : Vous reprendrez le travail à quelles conditions ?

Un délégué FO : Le plus important, c'est la prime de gros trafic. On demande aussi le paiement à 50 % des heures de grève...

X : A 50 % ? A 100 %, oui !

Le délégué : Non, à 50 %, parce que... Puis on demande aussi une prime d'ancienneté ou de meilleurs salaires pour les anciens...

L.O. : Qu'est-ce que c'est que cette prime d'ancienneté ?

Le postier : En fait, moi aussi, ça m'a fait un drôle d'effet, cette prime d'ancienneté. Mais le patron se débrouille pour payer mieux les jeunes ou nouveaux embauchés, en les crevant au boulot et en leur faisant faire des heures supplémentaires. Les vieux touhent quelquefois moins que les jeunes. Le patron joue les temporaires et les jeunes contre les anciens. Du coup, les anciens disent : « C'est normal que, si on a dix ans ou plus d'ancienneté, on soit mieux payé »...

L.O. : Et vous, qu'est-ce que vous faites aux PTT ?

Le postier : On a fait un tract et des collectes. L'entreprise Reinier a demandé aux gars de chez nous de transporter les colis et de dégager le chantier. On a refusé. L'entreprise a alors demandé des tracteurs de la poste et les chariots correspondants. Alors on a fait une délégation syndicale et du coup la direction PTT a été obligée de refuser.

Les travailleurs de Reinier ont finalement obtenu la prime de gros trafic à 11,66 F et le paiement des jours de grève.

TOUS LES DROITS ?

La direction de l'imprimerie Néogravure de Corbeil (nouvelle formule) a procédé à la fin du mois de juillet au licenciement d'une trentaine de travailleurs intérimaires.

La raison ? Nécessité de la production. Mais alors, pourquoi envisage-t-elle dans la semaine qui vient de procéder à la réembauche de travailleurs ?

En fait, cet exemple le montre, les patrons font ce qu'ils veulent. L'explication de leurs actes est leur mépris pour ceux qui travaillent et qu'ils considèrent comme des pions, leur avidité pour le profit, certes, mais aussi leur bon vouloir de seigneurs du Capital. Ils considèrent qu'ils ont tous les droits. Même celui d'être cynique et sans vergogne !

FILMS FILMS FILM

L'AIGLE AVAIT DEUX TÊTES
de Lutz Becker

Photo Viollet

AVEC **L'aigle à deux têtes,** (Olympic-Entrepôt Paris XIVe), Lutz Becker, metteur en scène allemand, a voulu faire un documentaire sur l'irrésistible montée du nazisme en Allemagne, de 1918 à 1933. Il est allé fouiller dans des archives et en a sorti des documents intéressants, mais en a fait un film désolant, pour ne pas dire détestable.

EN effet le film est fait d'une multitude d'images qui se succèdent, mais sans que la moindre explication historique, même élémentaire, soit donnée. Impossible même, après avoir simplement vu cette succession d'images, de pouvoir connaître et situer les grandes étapes historiques de l'ascension de Hitler au pouvoir. On voit des démonstrations nazies, des rassemblements nazis, des défilés nazis de plus en plus massifs et puissants au fur et à mesure que les années passent, mais pourquoi cela ? Comment ? On ne nous le dit pas. On voit des contre-manifestants du Parti Communiste Allemand, portant d'immenses effigies de Thälmann. Mais qui était Thälmann ? On ne nous le dit pas non plus. Pas plus que les scènes d'affrontements dans les rues entre nazis ou forces de police et anti-nazis ne sont accompagnées du moindre commentaire permettant de comprendre qui manifestait, qui a contre-attaqué, comment, où et pourquoi. On voit Albert Einstein quitter l'Allemagne pour les USA, un peu avant l'accession du Führer au pouvoir, mais, là encore, on ne nous dit pas pourquoi. Dans ce film soi-disant documentaire sur la montée au pouvoir du nazisme, pas un mot, pratiquement, sur l'antisémitisme, pas un mot sur la social-démocratie (qui organisait pourtant dans ses rangs des centaines de milliers de travailleurs) ni sur la politique, autrement dit, pas un mot sur la montée du nazisme.

Rien d'autre que, d'une part, des images et des chiffres évoquant la croissance de la misère et du chômage dans la République de Weimar et, d'autre part, parallèlement, des images et des chiffres illustrant le développement toujours plus fascinant et impressionnant des forces nazies au fil des ans. Mais d'explication économique, sociale ou politique : aucune. Au point que le spectateur non politisé, le spectateur ignorant tout de l'histoire serait très excusable de sortir de la salle obscure en pensant que, vraiment, ces hitlériens étaient les plus beaux, les plus forts, et qu'ils méritaient de gagner. D'ailleurs, le metteur en scène n'a pas hésité à reprendre pour son montage une séquence d'un film nazi Jeune hitlérien *de Hans Steinhoff, où l'on voit un vieux militant communiste gifler son fils pour lui faire chanter de force* l'Internationale *plutôt que l'hymne des Jeunesses Hitlériennes... sans aucune explication là non plus, sans même dire qu'il s'agit de propagande nazie.*

Pourtant, les intentions de l'auteur n'étaient pas de faire un film à la gloire du nazisme. Lutz Becker est un anti-nazi, si l'on en croit ses propos. Il a déclaré, lors d'une interview : « C'est parce qu'il y a une certaine dégénérescence dans notre société qu'il est essentiel que nous examinions de plus près le phénomène d'Hitler. Aujourd'hui même, il y a des gens qui disent : « *N'oubliez pas qu'Hitler a résolu les problèmes du chômage, de l'inflation et des grèves. Il aurait réussi si à la fin il n'avait pas perdu la tête.* » Un moyen de nous empêcher de glisser vers un autre genre de fascisme, c'est de comprendre clairement ce qui s'est passé à l'époque hitlérienne. »

Malheureusement, Lutz Becker se contente de nous montrer des images de l'aspect le plus spectaculaire, le plus fascinant du fascisme : des centaines de milliers pas de l'oie à la lueur de torches d'hommes chantant, marchant au enflammées. Croit-il vraiment que cette vision purement esthétique des choses puisse à elle seule éclairer les esprits et dissuader des hommes de résister un jour à la tentation fasciste ?

Ce film n'a même pas tenté de faire comprendre le nazisme, comment pourrait-il avoir la prétention de le combattre ?

Michelle VERDIER.

Achtung Jude!

Besuch verboten!

Das Aktions-Komitee der N.S.D.A.P.

« Attention, Juif ! » « Visite interdite ».

Le Comité d'action du Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands.

La propagande antisémite, les crimes et exactions contre les Juifs, avant leur extermination dans les camps de concentration, voilà un des aspects les plus odieux du fascisme allemand dont le film de Lutz Becker ne dit pas un mot.

A VOIR

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE
de Christian Gion
Une satire du monde de la publicité.
Quintette (5e) - Marbeuf (8e).

QUE LA FETE COMMENCE
de Bertrand Tavernier
La décadence de la société française sous la Régence.
Les Cinoches de Saint-Germain (6e) - Concorde (8e).

FRANKENSTEIN JUNIOR
Quintette (5e) - Marignan (8e) - Montparnasse-Pathé (14e).

SHERLOCK JUNIOR
Quintette (5e).

A REVOIR

LE BAL DES VAMPIRES
Panthéon (5e).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD
Studio Rivoli (4e)- La Clef (5e).

DROLE DE DRAME
Studio de la Harpe (5e).

LA FEMME DE JEAN
Vendôme (2e) - Marbeuf (8e).

EL DORADO
Richelieu (3e) - Cluny Palace (5e) - Montparnasse 83 (6e) - Bosquet (7e) - Colisée (8e) - Fauvette (13e) - Convention (15e) - Wepler (18e) - Gambetta (20) - Gaumont-Evry - Aviatic-Le Bourget - Velizy - Tricycles-Asnières - Multiciné Champigny.

LE SHERIF EST EN PRISON
Studio Galande (5e) - Elysées Point Show (8e).

MACADAM COW BOY
Quartier Latin (5e) - Saint-Lazare-Pasquier (8e) - Nation (12e) - Convention (15e).

LAWRENCE D'ARABIE
Kinopanorama (15e).

LES SEPT MERCENAIRES
Odéon (6e) - Madeleine (8e) - Lumière (9e) - Clichy-Pathé (18e).

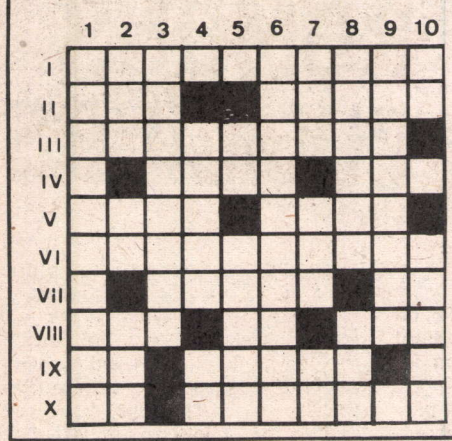
VERA CRUZ
Rex (2e) - Marbeuf (8e) - Trois Murat (16e).

Manifestation de communistes allemands pour l'élection de Thälmann.

« Votez pour le travailleur Thälmann »,

« Travailleur, entre dans l'organisation de lutte du Front Rouge », disent les banderoles.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Binious. — 2. Perroquet - Ecarta. — III. Elle n'a pas toujours la priorité. — IV. Pénétré - Il n'a plus cours. — V. Le bon inspire confiance - Connaît. — VI. Les bras de la pieuvre. — VII. Roi des rois - Sur la gamme. — VIII. Colère - Personnel - On y comptait ses pas avant de se retourner. IX. Adverbe - Enlèvera. — X. Conjonction - Tient bon.

VERTICALEMENT. — La chauve est aussi connue que la Callas. — 2. Organisation anarchiste (initiales) - Article - En ville il ne s'habille pas mieux qu'aux champs. — 3. Distribue des miettes. — 4. Plagie - Il provoqua une sacrée ruée. — 5. Au milieu d'un désert de Mongolie - Remue. — 6. Tout petits. — 7. Abîma - Transpira à l'envers - Joyeux participe. — 8. On ne le regarde pas en face - Les petits font partie de la politique de Kissinger. — 9. On l'est à 18 ans. — 10. Personnel - Mesure de bois.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	R	R	A	C	H	I	O	N	S
II	V	I	E	■	C	O	N	V	O	I
III	O	V	I	D	E	■	■	U	N	O
IV	R	E	N	E	■	■	C	L	O	U
V	T	T	■	T	A	C	H	E	■	X
VI	E	■	O	R	■	A	A	■	L	■
VII	M	A	T	E	R	N	I	T	E	S
VIII	E	■	E	S	S	O	R	A	G	E
IX	N	U	E	S	■	N	■	R	A	T
X	T	■	S	E	N	S	U	E	L	S

des lectures pour vos vacances

La période des vacances, parce qu'enfin les travailleurs peuvent jouir d'un peu de temps, permet traditionnellement à ceux qui aiment lire de se plonger dans quelques-uns des ouvrages qu'ils n'ont pas pu ouvrir durant l'année. Elle peut permettre aussi à ceux qui d'ordinaire ne lisent pas, par manque d'habitude et surtout de temps (il faut pouvoir être sûr d'avoir plusieurs heures devant soi dans une période relativement courte, pour s'attaquer à un livre d'épaisseur moyenne), de rompre avec leurs habitudes.

La lecture n'est pas seulement un passe-temps des plus enrichissants. Elle est indispensable à qui veut comprendre le monde et la société dans laquelle nous vivons. Elle est indispensable pour tout travailleur qui veut vivre le plus consciemment possible.

Chaque semaine, LUTTE OUVRIERE publie la critique de plusieurs ouvrages qui viennent de sortir en librairie. Pour faciliter le choix de nos lecteurs, nous donnons à nouveau ici la liste de ces ouvrages qui ont été publiés récemment, de telle sorte qu'on peut les trouver très facilement dans n'importe quelle bonne librairie, et dont notre critique avait souligné, à un titre ou à un autre, l'intérêt.

ROMANS

MADAME EX de Hervé Bazin
(éditions du Seuil - 35 F)

A propos du divorce, un roman qui est en fait un constat cruel contre la famille, le mariage, tels qu'ils sont dans notre société... Et on pardonne à Bazin un certain parti pris en faveur de la gent masculine, à cause de l'évidente tendresse qu'il porte à son héroïne, Madame Ex, odieuse et pitoyable...

UN ETE SANS OISEAUX de Han Suyin
(le Livre de poche)

A travers sa propre histoire, celle d'une Eurasienne élevée à l'occidentale puis mariée à la chinoise, Han Suyin décrit la décomposition de la société chinoise à la veille de la révolution de 1948.

DETROIT de A. Hailey
(le Livre de poche)

La vie dans la capitale de l'Automobile, aux Etats-Unis. Intéressant, malgré quelques concessions au style "best-seller".

LA JUNGLE d'Upton Sinclair
(collection 10/18)

La réédition du célèbre roman d'un socialiste américain, décrivant l'enfer des usines de Chicago et la vie des immigrés au début du siècle.

MARTIN EDEN de Jack London
(collection 10/18)

Ainsi que tous les romans de cet autre auteur américain du début du siècle. De la plupart se dégage un amour de la vie qui en rend la lecture attachante.

LE TAMBOUR DE BORODINO de Claude Manceron
(collection J'ai lu)

La réédition, dans une collection de poche, d'un livre de l'auteur devenu aujourd'hui célèbre pour avoir écrit Les hommes de la liberté. L'envers de l'épopée napoléonienne. Se lit avec plaisir.

LA PLAISANTERIE de Milos Kundera
(réédition en collection Folio)

A travers une histoire amère, un tableau de la société tchèque d'avant le "Printemps de Prague". Permet de comprendre bien des choses.

ANNA ET SON ORCHESTRE de Joseph Joffo
(éditions J-C Lattès - 33 F)

Par l'auteur de Un sac de billes, une tout aussi attachante histoire de famille, celle de sa mère, jeune Juive russe fuyant les pogroms et, après maints avatars, se fixant en France. Le type même de roman qu'on a plaisir à lire sur la plage... et à passer à tous, jeunes et vieux.

LES COUSINS DE LA CONSTANCE de Paul Guimard
(éditions Denoël - 14 F)

Le feuilleton de la télévision. La vie et les problèmes de gens simples. La lecture ne déçoit pas.

TEMOIGNAGES

C'EST POSSIBLE ! de Monique Piton
(éditions des Femmes - 40 F)

Des éditions qui n'éditent que des oeuvres de femmes. Parmi celles-ci, l'une des dernières parues est le témoignage d'une "Lip". C'est un récit prenant et chaleureux sur la grève et ceux qui l'ont menée.

AINSI SOIT-ELLE de Benoîte Groult
(éditions Grasset - 29 F)

Un plaisant pamphlet de la situation faite aux femmes. Malgré ses limites (Benoîte Groult, partisane de Mitterrand, semble bien se contenter, sauf sur la condition féminine, de la société actuelle), un ouvrage passionnant et plein d'humour.

DE LA PRISON A LA REVOLTE de Serge Livrozet
(éditions Mercure de France, collection En direct)

Par un ancien prisonnier, qui s'occupe maintenant du C.A.P. (Comité d'Action des Prisonniers). Un témoignage accablant sur les prisons.

MOI UNE ASSISTANTE SOCIALE de Madeleine Prudhomme, et
MOI UNE BONNE de Marion Arondo
(éditions Stock, collection Témoigner)

Des réalités qui, dans les deux cas, dépassent ce qu'on peut imaginer.

DOSSIERS actuels

Dans la collection Points, la réédition en livres de poche (8,50 F) de deux ouvrages de Denis Langlois :

LES DOSSIERS NOIRS DE LA POLICE FRANCAISE

LES DOSSIERS NOIRS DE LA JUSTICE FRANCAISE

A lire absolument.

JOURNALISTES du passé

L'AFFAIRE CALAS ET AUTRES AFFAIRES de Voltaire
(collection Folio)

Quand un des auteurs classiques de notre littérature dénonçait l'injustice. L'affaire Calas, c'est l'affaire Dreyfus du XVIII° siècle, contre un protestant cette fois.

DANTE N'AVAIT RIEN VU d'Albert Londres
(collection 10/18)

Et tous les autres reportages d'Albert Londres, un journaliste français du début du siècle, sur les bagnes français, la situation des Juifs en Europe, etc. L'histoire du passé éclaire souvent le présent.

LE MEXIQUE INSURGE de John Reed
(éditions Maspéro)

Un reportage chaleureux sur les Mexicains en révolte, écrit par le futur auteur des Dix jours qui ébranlèrent le monde, ce célèbre reportage sur la Révolution russe.

SCIENCES

L'AFFAIRE GALILEE d'Emile Namer
(éditions Juillard, collection Archives, 14,15 F)

HISTOIRE

ARMENIE 1915, UN GENOCIDE EXEMPLAIRE
de J-M Carzou
(éditions Flammarion - 29 F)

CETTE NUIT, LA LIBERTE de Dominique Lapierre et Larry Collins
(éditions Robert Laffont -55 F)

Le best-seller de la saison. Vaste fresque sur la décolonisation des Indes, vue par deux journalistes romanciers. Instructif et foisonnant de détails. Mais les auteurs présentent une vue singulièrement anecdotique, donc faussée, des événements qu'ils relatent.

Par contre, il faut absolument lire, si on ne l'a pas déjà fait, des mêmes auteurs, Ou tu porteras mon deuil : l'histoire du Cordobès et de l'Espagne, de la guerre civile jusqu'à il y a une dizaine d'années. (Livre de Poche)

POLITIQUE

AVOCAT DE TROTSKY de Gérard Rosenthal

Un témoignage partiel, mais intéressant, sur Trotsky et le trotskysme en France avant-guerre, écrit par un homme qui fut un jeune trotskyste sincère, mais plus avocat que militant.

LE GRAND JEU de Léopold Trepper
(éditions Albin Michel - 49 F)

Les Mémoires de l'organisateur du réseau l'Orchestre Rouge. Un livre qui se lit facilement et avec intérêt, ne serait-ce que parce qu'il souligne, malgré son auteur en quelque sorte, le fossé qui sépare le véritable militant communiste de l'aventurier politique stalinien que fut Trepper.

SANS PATRIE NI FRONTIERES de Jan Valtin
(éditions J-C Lattès)

Les Mémoires (quelque peu arrangés au goût américain par un journaliste des Etats-Unis) d'un ex-agent du Komintern, l'Internationale Communiste passée aux mains de Staline. Un document intéressant, passionnant même, sur la politique stalinienne et ceux qui l'appliquaient et qui, comme le Grand jeu de Trepper, souligne le fossé qui existe entre les aventuriers politiques staliniens et les militants révolutionnaires ouvriers.

et bien entendu

En Livre de Poche, deux ouvrages de Trotsky :

MA VIE
(collection Folio)

Pour ceux qui veulent connaître la vie et l'oeuvre politique du militant que fut Trotsky.

LITTERATURE ET REVOLUTION
(collection 10/18)

Pour avoir un aperçu de la richesse intellectuelle de Trotsky et de ce que peut apporter l'analyse marxiste appliquée à l'art, à la culture, à la science.

En Livre de Poche également, la réédition de l'ouvrage de notre camarade Arlette Laguiller :

MOI UNE MILITANTE
(collection J'ai lu)

PARUS récemment

A SIGNALER, PARUS RECEMMENT,
DEUX OUVRAGES DE T R O T S K Y :

L'ART DE LA GUERRE ET LE MARXISME
(éditions de l'Herne - 32 F)

LA REVOLUTION ESPAGNOLE, textes présentés par Pierre Broué
(éditions de Minuit - 160 F)

ROMANS POLICIERS

ET ENFIN DEUX ROMANS POLICIERS QUE NOUS
R E C O M M A N D O N S :

LES AVEUX LES PLUS DOUX de Georges Arnaud
(Livre de Poche)

LA BETE QUI SOMMEILLE de Don Tracy
(collection Carré Noir)

Par suite d'incidents techniques, cette page n'a pu être réalisée dans sa présentation typographique habituelle. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

LUTTE OUVRIERE.

LIVRES_LIVRES_

TROTSKY la révolution espagnole

recueil de textes présenté par BROUE

Ph Viollet

IL est à peine besoin de souligner l'immense intérêt d'un recueil comme celui des textes de Léon Trotsky consacrés à la révolution espagnole, aussi bien pour les militants que, de façon générale, pour tous ceux que ne laisse pas indifférent la tragique défaite du prolétariat espagnol en 1936-37. La défaite subie par la classe ouvrière chilienne il y a deux ans, les menaces qui s'amoncellent au-dessus des têtes des travailleurs portugais faute d'une direction révolutionnaire rappellent à quel point les leçons de la révolution espagnole n'ont rien perdu de leur actualité pour le prolétariat.

CE recueil de sept cents pages, établi et présenté par Pierre Broué, contient à la fois des articles de Trotsky publiés entre 1930 et 1940, des textes destinés à rester à l'intérieur du mouvement trotskyste à l'époque, ainsi qu'un courrier volumineux, destiné à des militants trotskystes espagnols, à différentes sections de l'Opposition de Gauche puis de la IVe Internationale, à des militants qui, tel Nin, après avoir représenté le courant trotskyste en Espagne, passeront à la direction du POUM. Une grande partie de ces textes étaient inédits en français, voire inédits tout court.

Par ailleurs, l'annexe ajoute aux textes de Trotsky ceux de la section bolchévik-léniniste d'Espagne, ceux de militants trotskystes, espagnols ou non, qui ont été mêlés aux différentes discussions liées à l'appréciation de la révolution espagnole.

Quelques textes du POUM, pour l'essentiel consacrés aux rapports de ce parti avec Trotsky et le mouvement trotskyste, y figurent également.

La combinaison d'articles d'analyse et de la correspondance politique avec tous les militants qui, au sein du mouvement ouvrier espagnol, étaient susceptibles de travailler pour le regroupement d'une avant-garde révolutionnaire rend tangible à quel point, malgré l'éloignement, malgré les multiples obstacles, malgré aussi le fait qu'il avait bien d'autres combats à mener de front, Trotsky avait vécu la révolution espagnole, non seulement en commentateur politique, mais en militant.

Tout au long des années Trente, pendant lesquelles la vieille société espagnole s'enfonçait dans une crise profonde en même temps que mûrissait une situation révolutionnaire, la préoccupation principale de Trotsky tournait autour de la création d'une direction révolutionnaire capable de mener un prolétariat espagnol combatif et courageux, à la tête de la révolution, puis à la victoire.

Le Parti Socialiste et la CNT anarchiste (surtout cette dernière) regroupaient dans leurs rangs les éléments les plus combatifs, les plus décidés du prolétariat espagnol. Mais, dès ses premiers écrits de 1931, Trotsky avertit que le prolétariat espagnol ne pourra compter sur aucune de ces deux organisations aux moments décisifs, ou que l'une comme l'autre se retrouveront inévitablement du côté de l'ordre bourgeois. L'année décisive de 1936, lorsque le Parti Socialiste et la confédération anarchiste conjugueront leurs efforts avec ceux du Parti Communiste stalinien pour désarmer toute tentative du prolétariat de créer des organes autonomes de pouvoir, pour l'enchaîner derrière le gouvernement bourgeois républicain, confirmera tragiquement l'analyse de Trotsky.

Trotsky n'en reste pas à l'analyse, il propose une politique et s'efforce de regrouper des hommes sur la base de cette politique. C'est cet effort patient pour convaincre, engager et organiser qu'illustre toute sa correspondance, en particulier celle adressée à Andrés Nin, auquel le liait l'engagement courageux de celui-ci aux côtés de l'Opposition de Gauche russe dès ses débuts et qui était une des rares personnalités communistes espagnoles susceptibles de faire siennes et concrétiser en Espagne les idées défendues par Trotsky.

C'est certainement sur ce terrain que le texte contient le plus de textes inédits. Comment lutter en direction du jeune et faible Parti Communiste Espagnol pour contester sa direction stalinienne, pourquoi une telle lutte devait aller de pair avec la constitution d'une Opposition de Gauche organisée : c'est autour de ces préoccupations que tournent les textes de la première partie du recueil, écrits entre 1930 et 1933.

La faillite définitive de l'Internationale Communiste sous direction stalinienne, en 1933, et la montée révolutionnaire en Espagne qui apporte aux partis traditionnels, au Parti Socialiste notamment, un important contingent de jeunes ouvriers combatifs, créeront de nouvelles conditions politiques et humaines pour la création d'un courant révolutionnaire organisé. L'analyse de ces conditions et des tâches qui en découlent prend le dessus.

Mais devant le torrent révolutionnaire qui s'annonce et en prévision duquel il veut créer l'instrument indispensable pour le prolétariat, Trotsky est comme désarmé.

Il a été amené à rompre politiquement avec Nin. Celui-ci ne tarda pas à engager les faibles forces de l'Opposition de Gauche dans la voie de la fusion avec le Bloc Ouvrier et Paysan de Maurin, pour créer un nouveau parti, le POUM, sur la gauche des organisations traditionnelles sans doute, mais hétérogène et aux contours politiques mal définis.

Trotsky suivait désormais attentivement les activités et la politique de ce nouveau parti qu'il s'efforça de toutes ses forces d'influencer, tout en cherchant à regrouper par ailleurs dans un courant indépendant les militants prêts à se placer complètement sur des positions révolutionnaires. Mais au moment où la révolution éclate, en 1936, il n'y a pour ainsi dire pas d'organisation trotskyste en Espagne. Et le POUM, faute d'un programme révolutionnaire conséquent, faute de dirigeants capables de ne pas s'en détourner, sombrera lui-même, en acceptant de rentrer dans le gouvernement bourgeois de Catalogne et de cautionner les efforts de celui-ci pour détruire les comités ouvriers qui auraient pu constituer le fondement d'un gouvernement prolétarien.

Trotsky suit, impuissant, le drame du prolétariat espagnol, défait non par manque de courage ou de combativité, ni même en raison de la force de l'adversaire de classe, mais par la trahison de ses propres dirigeants.

Mais, même après la défaite irrémédiable, Trotsky continue à soumettre la politique du POUM à la critique. Certains textes polémiques contre Victor Serge, Marceau Pivert, Vereeken, contenus dans le recueil, débordent d'ailleurs le cadre strict de l'Espagne. Mais en polémiquant vigoureusement contre tous ceux qui, sur les pourtours du mouvement trotskyste comme en son sein, montrent la moindre complaisance à l'égard des positions du POUM, Trotsky préparait l'avenir. Il ne fallait pas que d'autres générations, ailleurs qu'en Espagne, refassent les mêmes erreurs qui conduisent à des trahisons.

Les commentaires de Broué rendent plus intelligible la compréhension de certains textes, se rapportant à des événements ou à des hommes que l'histoire avait oubliés depuis.

Par contre, sa tendance à tenir la balance égale entre Trotsky et certains de ceux que ce dernier attaque dans ses polémiques, ou du moins le besoin qu'il éprouve d'excuser Trotsky pour la violence de ses attaques, contre les dirigeants du POUM notamment, est irritante.

Comme sont irritantes certaines appréciations sur Largo Caballero, même s'il met ses appréciations dans la bouche d'autres que lui-même. Tout cela n'affaiblit cependant nullement l'intérêt de ce recueil. Le prix très élevé — 160 F ! — en interdit cependant l'acquisition à bien des bourses modestes.

Georges KALDY.

SELECTION_TELE SELECTION_TELES

Samedi 9 août

ANTENNE 2 : Cinquième épisode d'un feuilleton italien de Franco sur la jeunesse de Garibaldi, fougueux républicain du XIXe siècle.

Dimanche 10 août

TF 1 - 20 h 35 - **Le Repas des fauves.** Un film français de Christian-Jaque (1964) sur un thème des plus éculés : la vie quotidienne sous l'occupation, le marché noir, les petits problèmes de ceux qui aimeraient pouvoir vivre en paix...

Lundi 11 août

TF 1 - 20 h 35 - **Les affameurs,** un western d'Anthony Mann.

Mardi 12 août

TF 1 - 20 h 35 - **Les animaux du monde :** la faune du Zaïre.

Jeudi 14 août

FR 3 - 20 h 30 - **Rude journée pour la reine,** un film de René Allio (1973). L'histoire populiste et attachante d'une concierge parisienne, incarnée par Simone Signoret.

Vendredi 15 août

TF 1 - 13 h 30 - **Les dernières vacances,** un film de Roger Leenhardt (1947) sur les problèmes sentimentaux de deux adolescents.

Enquête sur la mort d'un ouvrier

Usinor-Dunkerque, vous connaissez ? C'est l'usine où soixante-quinze ouvriers sont morts par accident du travail depuis 1962. Jean-Claude Delaleau était l'un d'eux. Il est mort brûlé, le 2 juin 1974, par le retour de flamme d'une tuyère qu'il replaçait au haut-fourneau n° 4. C'est à la suite de cet accident que les travailleurs des hauts-fourneaux d'Usinor firent cinq semaines de grève pour exiger une meilleure sécurité, refusant d'aller travailler plus longtemps sur ce qu'ils nomment le « trou de la mort », qui a tué Jean-Claude. C'est sur ce fait que Jean-Emile Jeanneson présentait, mercredi soir, 6 août, un reportage à la télévision, sur Antenne 2.

Sans doute, le reportage n'était pas exempt de longueurs. C'est pourquoi les causes et les circonstances de l'accident, de la grève qui a suivi y apparaissaient mal. Mais, finalement, la vérité apparaissait d'elle-même tant elle est criante. La direction d'Usinor a refusé de se prêter au reportage. Les seuls qui ont accepté de parler, ce sont les compagnons de Jean-Claude et un délégué syndical. Et, même s'ils l'exprimaient souvent mal, leurs paroles disaient la réalité d'Usinor : une usine où les ouvriers vont au travail « en se demandant toujours s'ils reviendront ». *La mort de Jean-Claude, c'est un véritable assassinat, tous les travailleurs d'Usinor le sentent ; un assassinat qui, demain, peut se renouveler contre n'importe lequel d'entre eux. Pour ne pas laisser leur peau à l'usine, certains ont pris leur compte. Les autres ont fait grève, mais ils disent leur amertume après l'échec de celle-ci:* « Un syndicat qui accepte une prime de risque de 70 francs pour la vie d'un homme, pour moi, ce n'est pas un syndicat », *dit l'un d'eux.*

C.H.R. DE LILLE

Devant les conditions d'hygiène déplorables, des chirurgiens refusent d'opérer

LUNDI 28 juillet, la radio et la télévision annonçaient que le service de chirurgie cardiaque de la Cité Hospitalière de Lille était fermé pendant dix jours pour désinfection.

Il a fallu que les chirurgiens refusent d'opérer dans des blocs infectés pour que la direction se décide à effectuer une désinfection générale.

Comme rien n'est prévu dans un tel cas, les malades qui devaient être opérés dans ce service doivent attendre sa réouverture ou, pour les cas urgents, ont subi leur intervention dans des blocs dont la stérilité reste à prouver, avant d'être transférés dans des services nullement équipés pour des cas de chirurgie. C'est ainsi qu'en Médecine générale on pose des piles à énergie nucléaire pour cardiaques, les malades ne pouvant être surveillés correctement car le service n'est pas équipé (il n'y a même pas de prise de vide dans le service, ni de prise à oxygène à chaque lit). Et les infirmières sont toujours aussi peu nombreuses. De 18 heures à 21 heures, il n'y en a que deux pour cent malades.

Le bloc de chirurgie cardiaque était contaminé par un germe très virulent : un staphylocoque blanc. Ce germe est très résistant aux antibiotiques. Seules les chambres stériles pourraient éviter que les germes ne se développent partout. Il en existe bien quelques-unes en Chirurgie cardiaque, le seul service qui en possède, mais le personnel est en nombre insuffisant et souvent ces chambres n'ont de stérile que le nom.

On a beaucoup parlé du service de chirurgie cardiaque, mais rien n'a jamais été dit ou fait dans les autres services, comme en Chirurgie générale adulte et en Traumatologie ou en Médecine générale, alors qu'il n'y a pas si longtemps des malades contagieux qui avaient une infection généralisée ont séjourné plusieurs jours, voire plusieurs semaines, en salle commune.

Correspondant L.O.

Un accident qui n'est pas surprenant

LE service de désinfection lui-même est en bien triste état : vingt-cinq personnes qui travaillent dans des bâtiments provisoires, envahis d'un bric-à-brac indescriptible. Tout ce qui est inutile dans les services se trouve là. Tout est plein de poussière. Il n'y a ni WC ni douches dans les locaux.

Les agents chargés de la désinfection ne peuvent changer de bleus que toutes les trois semaines, alors qu'ils doivent aller partout.

Dans les services, il n'y a pas assez de place et, lorsqu'il arrive beaucoup de monde, le personnel n'a ni le temps ni les moyens de nettoyer correctement les lits ni de recevoir les malades. Il n'est pas question alors de désinfection, même partielle, des matelas, des oreillers, des draps et des murs.

Il arrive couramment qu'un malade sortant attende son ambulance plusieurs heures sur une chaise, tandis que son lit est déjà occupé par un autre. Les poubelles qui contiennent les pansements infectés séjournent dans les salles, car il n'y a pas d'autre endroit où les mettre. Il en est de même pour le linge infecté qui reste un jour dans les services, trois jours pendant les week-ends, et qui est trié dans les couloirs des services avec les mêmes tenues que celles qui servent à distribuer les repas. Même lorsqu'on en a le temps, on nous donne le matériel au compte-gouttes. L'eau de Javel, le savon, les produits désinfectants manquent, mais aussi les sondes à usage unique (même stérilisées, elles sont source d'infection), qui sont utilisées plusieurs fois.

Cette fois, la désinfection ne s'est faite en Chirurgie cardiaque que parce que les chirurgiens ont mis la direction devant ses responsabilités, refusant d'opérer dans des blocs infectés. C'est l'exemple à suivre. Nous devons refuser de travailler dans des conditions que nous savons dangereuses, faire connaître ces conditions à l'opinion publique, obliger gouvernement et direction à donner les moyens de soigner correctement au CHR.

Correspondant L.O.

Le jour du départ en vacances

UN MILITANT SYNDICAL LICENCIÉ A BABCOCK (La Courneuve)

A Babcock, les mois de juin et juillet ont été marqués par de nombreux arrêts de travail portant sur l'augmentation des salaires.

Face au mécontentement des travailleurs, la direction n'a su employer qu'un langage, celui de la répression. Sous des prétextes futiles, les avertissements et les sanctions se sont multipliés. Une procédure de licenciement a même été engagée contre quatre délégués du personnel accusés, sans la moindre raison, d'être les auteurs d'un bris de porte.

La ficelle était un peu grosse. Toute l'entreprise a débrayé en signe de protestation. Tous les travailleurs ont signé une pétition où ils s'associaient avec les délégués menacés.

Consulté, le Comité d'entreprise, à l'unanimité (sauf la voix de la direction), refusait les licenciements. La direction transmettait alors le dossier à l'inspecteur du travail. Ce dernier a soi-disant mené une enquête. Il a de toute façon dû recevoir de nombreux ouvriers qui ont témoigné, en déposant par écrit, qu'ils étaient aux côtés des quatre délégués le jour du débrayage où la porte aurait été fracturée et qu'en aucun cas les camarades visés n'avaient participé à une action de ce genre.

Par ailleurs, la direction devait reconnaître que ses accusations n'étaient soutenues par aucun témoignage puisque personne n'avait vu l'effraction supposée.

L'affaire semblait donc claire. Et pourtant, le mercredi 23 juillet les délégués ont téléphoné à l'inspection du travail. L'inspecteur chargé de l'affaire, un certain Vincent, était parti en vacances et avait laissé un mot sur sa table, dans lequel il disait qu'il y avait UN délégué licencié, Lucien Cappaert.

L'affaire semble à peine crédible : les quatre délégués avaient reçu exactement la même lettre de licenciement avec, mot pour mot, les mêmes griefs. Ils avaient des témoins communs. Et l'un d'eux, par une décision *non motivée* de l'inspecteur du travail est licencié !

Il est vrai que cette aberration n'est qu'apparente, puisque le militant exclu est connu pour ses idées révolutionnaires, qu'il milite depuis près de neuf ans dans l'entreprise et défend les idées de Lutte Ouvrière. Et la direction, à plusieurs reprises, a montré son extrême irritation face à son action.

Le licenciement a été connu dans l'entreprise quelques heures avant le départ en vacances. Le tollé a été général. Les trois syndicats (CGT, CFDT et FO) ont sorti un tract pour convoquer à une assemblée générale le mardi 2 septembre. Et les travailleurs sont partis en vacances en se donnant rendez-vous à la rentrée pour obtenir la réintégration de Lucien Cappaert.

Correspondant L.O.

lutte ouvrière sur les routes des vacances

Les caravanes de Lutte Ouvrière sont en route

DEPUIS lundi 4 août, les caravanes de Lutte Ouvrière ont pris le départ. Sur les routes de vos vacances, de la Bretagne à la côte basque, des Pyrénées à la côte méditerranéenne et aux Vosges, en passant par les Alpes, l'Ardèche et l'Auvergne, les militants de Lutte Ouvrière présentent chaque soir, dans une localité, des montages audiovisuels, des films, organisent des débats.

D'ores et déjà, on peut dire que nos caravanes ont partout suscité l'intérêt, puisque chaque fois plusieurs dizaines de personnes ont assisté à nos projections et participé aux discussions qui ont suivi, avec les militants de Lutte Ouvrière. Et c'est bien là le but de ces caravanes : permettre à toue ceux que nos idées intéressent, qu'ils soient d'accord avec nous ou qu'ils le soient moins, de nous rencontrer, de discuter avec nous pour mieux nous connaître, pour mieux connaître nos activités, notre programme.

Amis lecteurs, venez nombreux pour nous rencontrer. Nous vous attendons !

Voici les prochaines étapes de nos caravanes :

REGIONS	SAM 9	DIM 10	LUN 11	MAR 12	MER 13	JEU 14	SAM 16
ALPES	Excevenex	Yvoire	Les Gets	Sevrier	Veyrier-du-Lac	Bourg d'Oisans	Monetier-les-Bains
ARDECHE	Labégudo	Largentière	Ruoms	Vallon Pt-d'Arc	St-Martin	Bagnols-s.-Cèze	Uzès
AUVERGNE	La Bourboule	Bort-les-Orgues	Mauriac	Neuvic-d'Ussel	Ussel	Egletons	Tulle
BRETAGNE		Morlaix	Brignogan		Brest	Chateaulin	Douarnenez
COTE BASQUE	Biscarosse	Biscarosse-Plage	Cap Ferret	La Teste	Arès	Le Teich	Biscarosse
MIDI		Cavalaire	Le Brusc	Carquairanne	Pierrefeu	Capte	
PYRENEES	Arreau	Luchon	Luchon	Campan	Bagn.-de-Bigorre	Barèges	Gavarnie
PYRENEES-ORIENTALES	Port-Vendres	Port-Vendres	Argelès-Plage	Argelès-Plage	St-Cyprien	Canet-Plage	Leucate-Plage
VOSGES-ALSACE	Ribeauvillé	Barr	Saverne	Niederbronn	Haguenau	Strasbourg	Molsheim
VENDEE	St-Pierre-d'Oléron	St-Georges-d'Olér.	La Rochelle	La Faute-sur-Mer	Longeville		
AVIGNON	sur place	sur place	sur place	sur place	sur place		

● **Aucun programme n'est prévu pour le vendredi 15, sauf dans le Midi, à Pélissanne.**